

RAPPORT ANNUEL 2011



SOMMAIRE

Entretien avec le Président	> 5
Chiffres clés	> 7
L'entreprise, ses activités	> 8
Les marchés de la carte plastique	> 10

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

• Rapport de gestion	> 13
• Rapport de gestion sur les comptes consolidés	> 18
• Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	> 21
• Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	> 22
• Rapport spécial des Commissaires aux comptes	> 23

ÉLÉMENTS COMPTABLES ET FINANCIERS

Comptes consolidés

• Bilan	> 24
• Compte de résultat	> 25
• Tableau des flux de trésorerie	> 26
• Tableau de variation des capitaux propres	> 27
• Annexe aux comptes consolidés	> 28

Comptes sociaux

• Bilan	> 40
• Compte de résultat	> 42
• Annexe aux comptes sociaux	> 44
• Informations relatives au bilan	> 46
• Tableau des honoraires des Commissaires aux comptes	> 52
• Tableau des résultats des cinq derniers exercices	> 53

ENTRETIEN AVEC EMMANUEL PICOT, PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL



2011 a été une année record en termes de chiffre d'affaires pour Evolis. Comment l'expliquez-vous ?

Nous avons enregistré un très bon chiffre d'affaires, de 44,4 M€, dans un contexte 2011 globalement tendu, où la pression prix a été forte et les taux de change et événements géopolitiques défavorables. Les réseaux de distribution se sont bien comportés sur l'ensemble des zones géographiques avec une croissance globale de 3%. L'activité Projets a, quant à elle, connu une croissance de +11%. La diversité des Projets, tant au niveau géographique, qu'en termes d'applications, nous a permis de renforcer notre position mondiale.

Cette croissance de chiffre d'affaires ne s'est pas accompagnée d'une même progression des marges. Pour quelles raisons ?

Pour quelles raisons ?

Pour deux principales raisons. Un effet défavorable de change €/\$ sur l'année, d'une part, et des marges moins élevées pour certains projets bancaires au Moyen-Orient d'autre part. Ces deux éléments ont impacté les niveaux de marge brute, en progression en valeur à 23,5 M€, mais en retrait de 2 points par rapport à 2010.

Quelles sont vos perspectives pour 2012 ?

Nous faisons à nouveau le choix de l'innovation ! Après le lancement réussi de la nouvelle gamme ZENIUS, en septembre 2011, notre plan de lancement produit va s'intensifier tout au long de 2012 et 2013 : de nouvelles imprimantes qui s'accompagneront d'un renouvellement des gammes consommables, de la création de nouvelles solutions clés en main (gestion visiteurs...), et de nouveaux services (extensions de garantie, formations techniques...). De plus, l'acquisition récente de la société Sogedex, spécialisée dans la fourniture d'accessoires d'identification, va nous permettre de créer des synergies marchés et commerciales.

Bien que le contexte offre peu de visibilité en cette période, toutes ces actions ont pour objectif de diversifier nos offres et de créer pour le groupe de nouveaux vecteurs de croissance... croissance que nous entendons accentuer dès 2012.

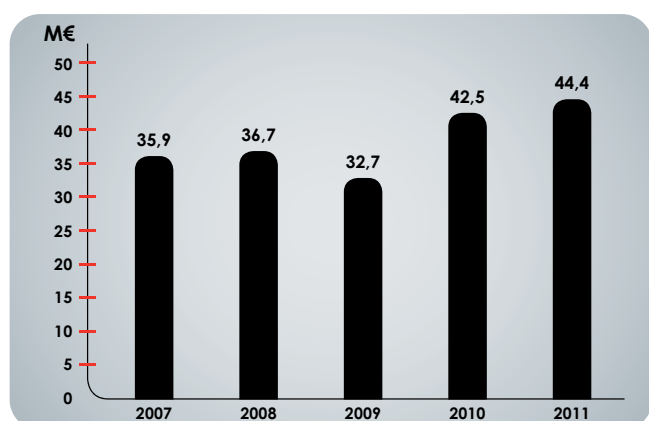
Emmanuel PICOT
Président Directeur Général

CHIFFRES CLÉS

- Chiffre d'affaires consolidé en croissance de 4%, à 44,4 M€
- Marge opérationnelle de 15,2% du chiffre d'affaires consolidé
- Marge nette de 11,2%
- Cash-flow opérationnel de 6,4 M€
- Renforcement de la trésorerie nette à 15,0 M€

Chiffre d'affaires

Evolis a poursuivi sa croissance en 2011 (+4%, +8% à change constant), en enregistrant un chiffre d'affaires record de 44,4 M€, en dépit d'un effet défavorable de change, d'événements géopolitiques et de catastrophes naturelles qui ont impacté l'activité du groupe.

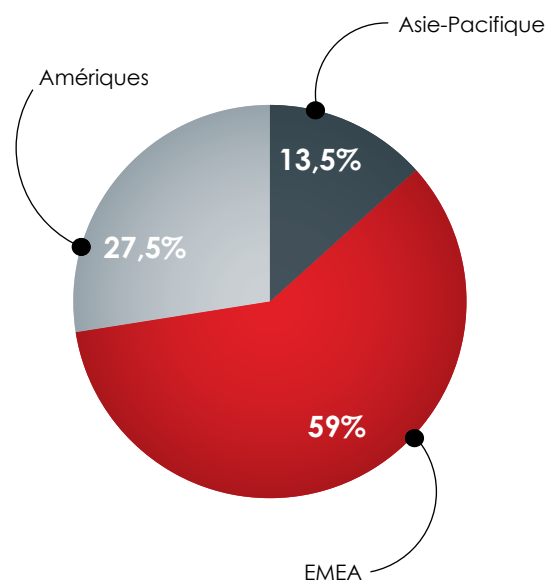


De bons niveaux de résultats et de cash-flow en 2011

Un effet défavorable de change combiné à des marges moins élevées pour les marchés bancaires au Moyen-Orient ont pesé sur les niveaux de marge brute, en progression en valeur à 23,5 M€, mais en retrait de 2 points à 52,9% du chiffre d'affaires. Des gains de productivité ont permis d'atténuer l'effet sur le résultat opérationnel, qui s'est établi à 6,8 M€, à 15,2% du chiffre d'affaires.

Avec un résultat financier positif, à 0,4 M€, dû à la position de trésorerie nette et la politique de couverture de change, le groupe a enregistré un résultat net de 5,0 M€, faisant ressortir une marge nette de 11,2%. Le groupe a par ailleurs enregistré un très bon niveau de cash-flow opérationnel, à 6,4 M€.

Répartition du CA par zone géographique



L'ENTREPRISE, SES ACTIVITÉS

LES FAITS ET CHIFFRES

Evolis est aujourd'hui leader européen sur le marché des imprimantes pour cartes plastiques.



- 2000** ➤ Création d'Evolis et lancement commercial
- 2005** ➤ Ouverture de la filiale américaine à Miami
- 2006** ➤ Ouverture de la filiale asiatique à Singapour
- 2006** ➤ Introduction en bourse sur Alternext, Paris
- 2008** ➤ Ouverture de l'agence commerciale à Tokyo
- 2009** ➤ Ouverture de l'agence commerciale à Shanghai
- 2011** ➤ Chiffre d'affaires 2011 : 44,4 M€
 - Acquisition de la société Sogedex, spécialisée dans la distribution d'accessoires d'identification
 - 91% des ventes réalisées à l'export
 - Un réseau de distributeurs dans 125 pays du monde
 - Base installée de 200 000 imprimantes
 - 175 collaborateurs

L'ENTREPRISE

Evolis

Bien plus qu'une imprimante à cartes !

Evolis conçoit, fabrique et commercialise une gamme complète de systèmes d'impression de cartes plastiques.

Ils permettent de délivrer instantanément des cartes personnalisées, encodées et sécurisées pour tous types d'applications :

badges d'accès, titres de transport, cartes d'étudiant, cartes de paiement, permis de conduire, cartes de santé, cartes d'identité, etc.

L'ambition

Evolis a pour ambition de démocratiser l'impression de cartes plastiques, en proposant une offre complète de qualité incluant des systèmes d'impression, des consommables, des solutions clés en main et des accessoires pour cartes, qui répondent aux besoins du plus grand nombre d'entreprises et de particuliers.

L'objectif

Atteindre le plus largement et le plus vite possible les différents marchés potentiels de la carte plastique personnalisée.

La stratégie

- Proposer une offre produits de grande qualité adaptée aux besoins des marchés.
- Conquérir de nouveaux marchés.
- Se développer rapidement à l'international.

Les valeurs

L'écoute constante des marchés, la proximité de nos clients, un sens de l'innovation audacieux, le souci permanent de la qualité de nos produits et services, l'implication et la motivation de chaque collaborateur d'Evolis, sont autant de valeurs qui nous font avancer.

Les produits

Les systèmes d'impression de cartes Evolis répondent à tous les besoins de personnalisation de cartes.

La personnalisation de cartes fait appel à des technologies de pointe, tant en matière d'impression que d'encodage de données :

- Impressions monochrome et quadrichromie en qualité photo.
- Personnalisation graphique : photos, logos, impression de textes, codes à barres.
- Encodage de données : piste magnétique, puce, avec et sans contact (RFID). Les options d'encodage sont combinables entre elles.

La gamme Evolis couvre tous les besoins, allant de la simple impression en faible volume à la personnalisation complète de cartes technologiques et sécurisées.

Evolis consacre chaque année 4% de son chiffre d'affaires à la R&D avec l'objectif d'accroître sans cesse la performance, la fiabilité et la simplicité de ses produits.

Les systèmes d'impression d'Evolis sont ainsi :

- Rapides et performants : plus de 150 cartes/heure en couleur, 1000 cartes/heure en monochrome
- Garants d'une impression en haute résolution : qualité photographique en couleur ou monochrome
- À la pointe des dernières technologies d'encodage : magnétique ISO et JIS2, cartes à puce, cartes à antenne RFID

Les solutions Evolis offrent le meilleur rapport qualité/fonctionnalités/prix du marché et s'affirment comme les références du secteur.



Les consommables et accessoires : une activité récurrente

La qualité des consommables joue un rôle prépondérant dans l'impression des cartes plastiques.

Evolis propose une gamme complète de consommables et accessoires conçus spécifiquement pour fonctionner avec ses imprimantes :

- Consommables : politique de développement de solutions en propre
- Accessoires : réponse aux nouveaux besoins
- Une activité rentable, récurrente, en croissance ininterrompue depuis 12 ans, tirée par le parc installé
- Plus d'un tiers du CA d'Evolis en 2011.

Les intégrations spécifiques

Plus que des imprimantes, des solutions sur mesure.

L'une des forces d'Evolis est sa capacité à répondre à des cahiers de charge clients spécifiques. Une équipe Projets est ainsi dédiée à l'étude et la réalisation de produits spécifiques. En contact avec l'ensemble des partenaires technologiques et des intégrateurs systèmes du marché, elle associe expertise et capacité d'industrialisation pour proposer des solutions adaptées aux projets d'envergure nationale et internationale.

L'innovation constante et la souplesse de son outil industriel permettent à Evolis d'offrir des solutions qui vont des technologies spécifiques jusqu'aux produits sur mesure pour des intégrations plus complexes.

LES MARCHÉS DE LA CARTE PLASTIQUE



Identification, sécurité & contrôle d'accès

Le badge d'identification permet d'authentifier visuellement le porteur grâce à sa photo et tout autre élément le caractérisant (nom, identifiant, code à barres, signature).

Le badge de contrôle d'accès permet de sécuriser et hiérarchiser l'accès à un site grâce à une identification visuelle associée à l'encodage des données du porteur.

Ces badges sont utilisés dans les entreprises, les écoles et universités, les salons et congrès, les administrations, les centres hospitaliers, les aéroports.

Quelques références Evolis :

- Universités de Paris et Tours, France
- Université Weber State, Utah, USA
- Festival de Cannes, France
- Groupe Nestlé, Suisse
- Salon Cartes, Paris, France
- Salon SCC, Pékin, Chine
- Conférence Internationale, Maastricht, Pays-Bas
- Direction Générale de l'Aviation Civile, France
- Organisation Mondiale du Commerce (OMC)
- Crédit Agricole et Caisse d'épargne, France
- Salon Nautique de Paris, France



Transports

Le badge de transport est principalement utilisé pour les clients porteurs d'un abonnement hebdomadaire, mensuel ou annuel, ainsi que pour une utilisation ponctuelle de type trajet simple. Les informations relatives à l'abonnement retenu et au porteur autorisé sont stockées dans une puce ou une piste magnétique. Le badge de transport est utilisé pour les transports en commun, les parkings ou autoroutes.

Quelques références Evolis :

- RATP (Régie Autonome des Transports Parisiens), France
- ZET (Zagrebacki Elektricni Tramway), Compagnie de tramway, Zagreb, Croatie
- RATB, Transports de Bucarest, Roumanie
- SEMITAN (Transports de l'Agglomération Nantaise), France
- Stoneridge Electronics (tacographes), Espagne
- TPG (Transports Publics Genevois), Suisse
- MPK (Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne SA), Cracovie, Pologne
- STIB (Société des transports intercommunaux), Bruxelles, Belgique
- ACTV, Venise, Italie
- Stations de ski 3 Vallées (Val Thorens, Méribel, Les Ménuires), France



Loisirs

La carte de loisirs permet d'identifier les adhérents via une personnalisation graphique et de gérer l'accès aux installations selon les droits alloués aux participants grâce à l'encodage d'une puce ou d'une piste magnétique ou encore grâce à un code à barres.

Elle est utilisée par les associations, clubs de sport, fédérations sportives, pour les événements culturels ou sportifs, ou encore par les hôtels, bateaux de croisière, casinos, discothèques.

Quelques références Evolis :

- Stades de Football de Manchester City et d'Arsenal, Royaume-Uni
- Nu Metro Cinemas, Afrique du Sud
- Musée de la BD, Belgique
- Casinos Austria, Autriche
- Casinos Lucien Barrière, France
- Zoo de Singapour



Fidélité

Le support carte permet au commerçant de valoriser son image par l'impression de logos et visuels, mais aussi de comptabiliser les achats effectués à l'aide d'une puce, d'une piste magnétique ou d'un code à barres. Les points de vente s'orientent de plus en plus vers l'édition instantanée et décentralisée de leurs cartes de fidélité. Elles sont utilisées par les chaînes de magasins, les franchises, les associations de commerçants, la grande distribution.

Quelques références Evolis :

- ☛ Groupe Intermarché, France
- ☛ Hyperburo, France
- ☛ Retif, France
- ☛ Colruyt, Belgique
- ☛ Cosmo Medi, Suisse
- ☛ Decathlon, Espagne
- ☛ IKEA, Singapour



Gouvernements & Administrations

Cartes nationales d'identité, cartes de séjour, cartes d'électeurs, cartes de santé, permis de conduire : tous ces documents officiels doivent bénéficier d'une haute sécurité pour prévenir les falsifications et résister à l'usure dans le temps. Le support carte plastique est donc idéal dans la mesure où ces documents sont au format carte de crédit.

Quelques références Evolis :

- ☛ Union Indienne des Permis de Conduire, Inde
- ☛ Ministère des Finances, Services Fiscaux, Inde
- ☛ ZUS (Institut Central des Assurances Sociales), Pologne
- ☛ NFS (Narodowy Fundusz Zdrowia), Carte européenne d'assurance maladie, Pologne
- ☛ Gouvernement d'Equateur, Carte Nationale d'Etudiant
- ☛ Gouvernement indonésien, Permis de conduire
- ☛ Ministère de la santé, Inde, Carte de santé
- ☛ Gouvernement du Bangladesh, Permis de conduire
- ☛ Gouvernement du Cambodge, Carte Nationale d'Identité



Banques

Les banques s'orientent vers des solutions de personnalisation des cartes de paiement en mode instantané, au guichet. Cette solution décentralisée est particulièrement adaptée pour l'émission de cartes de remplacement (perte, vol, destruction) ou l'ouverture de nouveaux comptes.

Quelques références Evolis :

- ☛ NACF (National Agricultural Cooperation Federation), Corée
- ☛ IBK (Industrial Bank of Korea), Corée
- ☛ Woori Bank, Pusan Bank, Jeju Bank, Hana Bank, Kookmin Bank, Corée
- ☛ NCB (National Commercial Bank), Arabie Saoudite
- ☛ Piraeus Bank, Grèce

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES SOCIAUX

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011

Chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire pour vous rendre compte de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2011, et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Vos Commissaires aux comptes vous donneront dans leur rapport, toutes les informations relatives à la régularité des comptes annuels qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

Au présent rapport est annexé, conformément à l'article R. 225-102 du Code de commerce, un tableau faisant apparaître les résultats financiers de la Société au cours des cinq derniers exercices ainsi qu'un tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration aux fins d'augmentation du capital social immédiatement ou à terme.

Les différentes informations telles que prévues par la réglementation sont reprises successivement ci-après.

1 SITUATION ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Activité de la société

Activité

Au titre de l'exercice social clos le 31 décembre 2011, le chiffre d'affaires est en progression de 1% par rapport à l'exercice précédent et s'établit à 41.598.842 €, contre 41.178.363 € pour 2010.

Le résultat net comptable diminue par rapport à l'exercice 2010 et atteint 4.154.794 € contre 4.852.455 € l'an dernier.

Le résultat financier, qui s'établit à 441.604 € contre 501.474 € en 2010, est en baisse consécutivement aux fluctuations du dollar et du yen au cours de l'exercice.

Le résultat de l'exercice a permis de dégager une capacité d'autofinancement de 5.716 K€, permettant ainsi le financement des investissements nets pour un montant de 825 K€.

Les capitaux propres ont augmenté de 2.950 K€, correspondant essentiellement au résultat de l'exercice pour 4.154 K€ diminué du versement de dividendes à hauteur de 1.389 K€.

La hausse de son besoin en fonds de roulement s'est élevée à 886 K€.

L'excédent de ressources s'est traduit par une augmentation de la trésorerie de 2.488 K€, cette dernière s'établissant ainsi à 13.817 K€.

Le montant des emprunts et dettes financières s'élève, au 31 décembre 2011, à 2,5 K€ pour un montant de capitaux propres de 32.223 K€.

Évolution des affaires

Evolis a enregistré un chiffre d'affaires de 41.599 K€ au titre de l'exercice 2011, en hausse de 1% par rapport à l'exercice 2010.

Progrès réalisés et difficultés rencontrées

Après avoir réalisé un très bon volume d'activité en 2010, Evolis a poursuivi sa croissance en 2011 (+1% en dépit d'un effet défavorable de change \$/€ sur l'ensemble de l'exercice).

Dans un contexte pour le moins difficile sur les plans économique et géopolitique en 2011, de catastrophes naturelles dans des pays importants pour Evolis comme le Japon et l'Australie, le groupe a bénéficié de son dynamisme et de ses innovations pour se démarquer.

Sur l'ensemble de l'exercice 2011, l'activité des Réseaux s'est globalement maintenue, enregistrant même une croissance significative en Europe. L'activité Projets a été plus dynamique, notamment dans les domaines bancaires au Moyen-Orient et des grands contrats gouvernementaux en Asie (Bangladesh et Cambodge).

Évolutions prévisibles et perspectives d'avenir

Dans un contexte économique et politique qui offre à ce stade peu de visibilité, le groupe entend poursuivre sa politique d'investissement dans l'innovation, avec pour objectif le meilleur rapport qualité prix sur l'ensemble de ses gammes imprimantes. La nouvelle gamme Zenius, très bien accueillie par l'ensemble des réseaux, depuis septembre 2011, impactera plus significativement l'activité du groupe en 2012 et sera renforcée par de nouvelles gammes dès ce premier semestre.

Les réseaux de distribution devraient aussi bénéficier des synergies produits et commerciales offertes par la création de la société Sogedex Accessories qui a acquis le fonds de commerce de la société Sogedex et ainsi créer un nouveau vecteur de croissance pour Evolis dès 2012.

Par ailleurs, l'ensemble des développements initiés en 2011 contribueront au travail d'optimisation des coûts et devraient permettre ainsi au groupe de préserver son profil de rentabilité.

Événements importants survenus entre la date de clôture du dernier exercice écoulé et la date d'établissement du présent rapport

La filiale Sogedex Accessories a acquis le fonds de commerce de la société Sogedex le 2 janvier 2012.

Activités en matière de recherche et développement

Les dépenses engagées en matière de recherche et développement ont été comptabilisées en compte de charges à hauteur de 1.613 K€ (1.318 K€ en 2010).

Ces frais concernent principalement le développement de nouveaux produits ou de nouvelles applications.

Délais de paiement des fournisseurs et clients

Conformément à l'article L441-6-1 alinéa 1^{er} du code de Commerce, nous vous indiquons que les délais de paiement moyens constatés au 31 décembre 2011 sont les suivants :

- Clients : 59
- Fournisseurs : 52

La décomposition du solde des dettes à l'égard des fournisseurs est la suivante :

En K€	2011	2010
< 30 jours	1 614	2 364
< 60 jours	2 311	1 935
> 60 jours		
Total	3 925	4 299

Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de l'ensemble des sociétés

L'ensemble de ces éléments est repris dans le rapport de gestion sur les comptes consolidés.

Description des principaux risques et incertitudes auxquels les sociétés comprises dans la consolidation sont confrontées

L'ensemble de ces éléments est repris dans le rapport de gestion sur les comptes consolidés.

Indications sur l'utilisation des instruments financiers par la Société

La société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés dans le rapport relatif aux comptes consolidés.

2 PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS

Établissement des comptes annuels et changement de méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement des comptes annuels

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2011 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Toutes précisions et justifications figurent à l'annexe des comptes annuels.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Résultats économiques et financiers

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011, la société Evolis a réalisé un chiffre d'affaires de 41.598.842 € contre un chiffre d'affaires de 41.178.363 € au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009, soit une augmentation de 1 %.

Le montant des produits d'exploitation s'élevant à 42.012.712 €, et les charges d'exploitation à 35.883.802 €, le résultat d'exploitation ressort bénéficiaire à hauteur de 6.128.910 €.

Les produits financiers s'élevant à 1.621.447 €, et les charges financières à 1.179.843 €, le résultat financier ressort bénéficiaire à hauteur de 441.604 €.

Le résultat courant avant impôt de l'exercice fait ressortir un bénéfice de 6.570.514 €.

Le montant des produits exceptionnels s'élève quant à lui à 567.605 € et les charges exceptionnelles à 647.939 €. Le résultat exceptionnel ressort donc déficitaire à hauteur de (80.333) €.

Le montant de l'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice s'élève à 1.859.585 €, et la participation des salariés à 475.802 €.

Compte tenu de ces éléments, le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2011 se solde par un bénéfice de 4.154.794 € (contre un bénéfice de 4.852.455 € au titre de l'exercice précédent).

Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, nous vous indiquons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de 49.702 € au titre de dépenses non déductibles fiscalement, pouvant représenter un impôt de 16.567 €.

Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice, soit la somme de 4.154.794 €, de la manière suivante :

- au poste « Réserve légale » à hauteur de 106 euros
- à titre de dividendes, la somme de 1.391.342,40 euros, soit un dividende de 0,27 euros par action. Ce dividende pourrait être mis en paiement au plus tard le 4 mai 2012
- au poste « Autres réserves » le solde, soit la somme de 2.763.345,60 euros.

Rappel des dividendes distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons les distributions de dividendes au titre des trois précédents exercices :

Exercice social clos le	Montant total des dividendes distribués en euros	Montant du dividende par action en euros	Montant des revenus distribués éligibles et non éligibles à l'abattement
31/12/2010	1.390.532,40	0,27	Éligibles en totalité pour les personnes physiques
31/12/2009	925.180,74	0,18	Éligibles en totalité pour les personnes physiques
31/12/2008	1.177.845,64	0,23	Éligibles en totalité pour les personnes physiques

3 PRISES DE PARTICIPATION – CAPITAL SOCIAL

Prise de participation au cours de l'exercice écoulé

Au cours de l'exercice, notre Société a constitué la société SOGEDEX Accessories, société à responsabilité limitée au capital de 50.000 euros, dont le siège social est situé 14, avenue de la Fontaine – ZI Angers Beaucouzé – 49070 BEAUCOUZE et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Angers sous le numéro 538 297 938.

Niveau de participation détenu : 100% du capital (et 100% des droits de vote).

Activités principales : Création, commercialisation et distribution d'accessoires et de fournitures d'identification.

Intérêt de cette participation : L'activité reprise par le biais de l'acquisition du fonds de commerce de la société SOGEDEX s'inscrit dans la stratégie de développement d'Evolis en offrant d'importantes opportunités tant sur l'axe marché que produits. En effet, Evolis voit une opportunité de synergies commerciales car l'activité d'accessoires et de fournitures d'identification est étroitement liée aux badges. Evolis compte bénéficier d'un effet de levier via son réseau européen.

La société n'a pas encore clôturé son premier exercice.

Activité dans les filiales et les sociétés contrôlées

EVOLIS INC.

- Niveau de participation détenu : 100 % du capital
- Activité principale : Commercialisation d'imprimantes pour cartes plastiques

Au titre de son dernier exercice clos,	2011	2010
le chiffre d'affaires de cette société s'élève à	12 183 145 €	12.316.304 €
son résultat courant avant impôt est de	704 805 €	821.434 €
son résultat net comptable est de	431 316 €	503.790 €
le montant des capitaux propres s'élève à	2 345 322 €	1.821.003 €
Effectif moyen	12	10

EVOLIS ASIA PTE LTD

- Niveau de participation détenu : 100 % du capital
- Activité principale : Commercialisation d'imprimantes pour cartes plastiques

Au titre de son dernier exercice clos	2011	2010
le chiffre d'affaires de cette société s'élève à	5 964 568 €	3.434.009 €
son résultat courant avant impôt est de	(57 617) €	131.508 €
son résultat net comptable est de	(44 372) €	107.285 €
le montant des capitaux propres s'élève à	185 755 €	226.103 €
Effectif moyen	8	5

DETRAPLAST

- Niveau de participation détenu : 70 % du capital
- Activité principale : Injection de pièces plastiques

Au titre de son dernier exercice clos	2011	2010
le chiffre d'affaires de cette société s'élève à	1 211 887 €	1.103.599 €
son résultat courant avant impôt est de	89 726 €	94.710 €
son résultat net comptable est de	58 196 €	94.326 €
le montant des capitaux propres s'élève à	228 255 €	170.060 €
Effectif moyen	7	6

Informations relatives au capital social

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce, nous vous indiquons que détiennent plus des trois vingtièmes du capital social ou des droits de vote de la société Evolis :

- Monsieur Emmanuel PICOT,
- Madame Cécile BELANGER,
- Monsieur Didier GODARD,
- Monsieur Serge OLIVIER.

Opérations réalisées par les dirigeants sur leurs titres

Conformément aux articles L. 621-18-2 et R. 621-43-1 du Code monétaire et financier, nous vous informons que les membres du Conseil d'Administration ont cédé 4.500 actions et acquis 8.693 actions au cours de l'exercice 2011.

Actionariat des salariés

Au dernier jour de l'exercice, la participation des salariés au capital s'élevait à 4,1% du capital social.

Les actions détenues par les salariés de la Société Evolis, faisant l'objet d'une gestion collective, ou frappées d'incessibilité, représentent 0,3 % du capital social.

Dans le cadre de l'obligation légale de consultation des associés lors d'une décision d'augmentation de capital en numéraire, vous vous êtes prononcés le 23 avril 2009 sur une proposition d'augmentation de capital réservée aux salariés.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-6 alinéa 2 du Code de commerce, l'Assemblée Générale est tenue tous les trois ans de se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital effectuée dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, si les actions détenues par le personnel de la société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce représentent moins de 3 % du capital social.

Constatant que la proportion des actions ainsi définies est inférieure à 3 % du capital de la société, il vous est proposé de statuer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital effectuée dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail.

Il serait ainsi décidé de réserver aux salariés adhérents au plan d'épargne entreprise, dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, une augmentation de capital d'un montant maximum de 1% du capital social, à souscrire en numéraire.

Les actions nouvelles confèreraient à leurs propriétaires les mêmes droits que les actions anciennes.

Les actions souscrites seraient libérées conformément aux dispositions légales.

Il vous est en conséquence proposé de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles à émettre au bénéfice des salariés adhérents au plan d'épargne entreprise. Vous pourrez prendre connaissance du rapport du commissaire aux comptes qui vous donnera son avis sur la suppression de votre droit préférentiel de souscription.

Les bénéficiaires pourront souscrire soit directement, soit par l'intermédiaire d'un ou plusieurs fonds commun(s) de placement.

Ainsi, il vous est proposé de :

- déléguer au Conseil d'Administration la compétence de décider une augmentation de capital en numéraire dans la limite de 1% du capital social actuel de la Société, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, dans un délai de 26 mois à compter de la présente assemblée ;
- décider que le prix d'émission des actions nouvelles sera déterminé dans les conditions définies à l'article L. 3332-20 du Code du travail ;
- décider de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions nouvelles à émettre au bénéfice des salariés adhérents au plan d'épargne entreprise ;
- déléguer au Conseil d'Administration le soin d'arrêter la liste de bénéficiaires et le nombre d'actions à attribuer à chacun d'eux ;
- donner, en tant que de besoin, tous pouvoirs au Conseil d'Administration en vue de fixer toutes les modalités d'émission des actions nouvelles, constater la réalisation de l'augmentation de capital, procéder à la modification corrélative des statuts et aux formalités consécutives, et plus généralement en vue de faire le nécessaire.

Toutefois, il vous est suggéré de ne pas voter cette augmentation de capital réservée aux salariés, celle-ci ne me semblant pas opportune pour la société dans le contexte actuel.

Liste des mandats des dirigeants sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, vous trouverez ci-dessous la liste des mandats exercés par vos dirigeants sociaux dans toute société :

Dirigeants sociaux	Mandats exercés
Monsieur Emmanuel PICOT	<ul style="list-style-type: none"> • Président de la Société Evolis Inc. • Administrateur de la Société Evolis Inc. • Directeur de Evolis Asia • Co-gérant de Sogedex Accessories
Madame Cécile BELANGER	<ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de la Société Evolis Inc. • Directeur de Evolis Asia • Co-gérante de Sogedex Accessories
Monsieur Didier GODARD	<ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de la Société Evolis Inc.
Monsieur Yves LIATARD	<ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de la Société Evolis Inc.
Monsieur Serge OLIVIER	<ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de la Société Evolis Inc.

4 CONVENTIONS LIBRES ET RÉGLEMENTÉES

Conventions réglementées conclues au cours d'exercices antérieurs

Nous vous rappelons les conventions réglementées, telles que visées par l'article L. 225-38 du Code de commerce, intervenues au sein de notre société au titre d'un exercice antérieur et qui se sont poursuivies au cours de l'exercice écoulé, savoir :

Avec la société EVOLIS Inc.

- Centralisation de trésorerie. Intérêts comptabilisés en produits au titre de l'exercice : 36.957 €.
- Support du risque de change dans les relations commerciales : règlement des factures correspondant aux livraisons effectuées à Evolis Inc. acquitté en dollars. Montant au titre de l'exercice : 10.619.921 €.

Conventions réglementées conclues au cours de l'exercice

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce, nous vous informons que la convention nouvelle suivante a été conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011 :

Avec la société SOGEDEX Accessories

- Centralisation de trésorerie : Intérêts comptabilisés en produits au titre de l'exercice : 0 €.

5 RACHAT PAR LA SOCIÉTÉ DE SES PROPRES ACTIONS

Conformément aux dispositions de l'article L.225-209-1 du Code de commerce, nous vous rendons compte de l'état de rachat d'actions par notre Société.

Nous vous rappelons que l'Assemblée Générale Mixte du 28 avril 2011 a autorisé le Conseil d'administration à acquérir des actions de la Société dans la limite de 10 % du capital.

Le 20 juillet 2009, notre Société a conclu avec CM-CIC un contrat de liquidité afin de favoriser la liquidité des titres de la société. Le tableau ci-après précise les modalités prévues :

Contrat de liquidité :	achats	ventes	total
Nombre	57 963	60 173	
Cours moyen	15,52	15,34	
Frais de négociation (en EUR)			15 000
Nombre à la clôture			4 972
Valeur au coût d'achat (en EUR)			61 531
Valeur nominale par action (EUR)			0,08
Nombre des actions utilisées			0
Fraction du capital			0,1%

Au 31 décembre 2011, notre Société détenait 4.972 actions d'autocontrôle.

6 PROJET DE MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME DE RACHAT PAR LA SOCIÉTÉ DE SES PROPRES ACTIONS

Nous vous proposons par ailleurs d'autoriser le Conseil d'Administration à racheter des actions de la Société, conformément à l'article L.225-209-1 du Code de commerce.

Nous vous rappelons qu'à la suite de la décision de l'Assemblée Générale du 23 avril 2009, permettant à la société de mettre en œuvre un programme de rachat par la société de ses propres actions, la Société a conclu un contrat de liquidité avec le CM-CIC en juillet 2009.

La société a en conséquence au cours de l'exercice acquis 57.963 de ses propres actions et revendu 60.173 actions pour permettre la liquidité de ses titres.

Dans le cadre de la possibilité offerte par la loi de Modernisation de l'Economie du 4 août 2008 et l'Ordonnance du 30 janvier 2009 et pour poursuivre l'objectif de liquidité ou réaliser toute opération conforme à la réglementation en vigueur au jour de l'acquisition et mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des Marchés Financiers, nous vous proposons d'autoriser le Conseil d'Administration à acquérir un nombre d'actions représentant jusqu'à 10 % du capital de la Société, soit à titre indicatif à ce jour un maximum de 515.312 actions.

L'achat de ces actions pourrait être effectué, à tout moment, dans le respect de la réglementation en vigueur à la date du rachat, et par tous moyens y compris par achat de bloc de titres, par l'exercice de tout instrument financier, produit dérivé.

Le prix maximum de rachat s'élèverait, hors frais, à trente (30) euros par actions, soit un montant maximal de rachat compte tenu du nombre d'actions composant le capital à ce jour, égal à 15.459.360 euros.

Les actions auto détenues par la société seraient privées de leur droit de vote, du droit à dividende et en cas d'augmentation de capital social, la société ne pourrait exercer elle-même le droit de souscription attaché aux actions qu'elle détient.

La durée du programme de rachat d'actions serait de 18 mois à compter de l'Assemblée Générale Ordinaire et permettrait de poursuivre le contrat de liquidité conclu avec le CM-CIC.

Nous vous demandons en conséquence d'autoriser le Conseil d'Administration à acquérir des actions de la Société, dans les limites et conditions prévues ci-dessus.

L'ensemble des conditions et modalités de ce programme de rachat sont explicitées dans les projets de résolutions sur lesquels vous serez amenés à vous prononcer.

7 RENOUELEMENT DU MANDAT D'ADMINISTRATEURS

Les mandats d'administrateurs de Madame Cécile BELANGER, Monsieur Didier GODARD, Monsieur Yves LIATARD et Monsieur Serge OLIVIER expirant à l'issue de la prochaine assemblée générale ordinaire, nous vous proposons de statuer sur le renouvellement de ces mandats pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire annelle appelée à statuer en 2018 sur les comptes clos en 2017.

8 RENOUELEMENT DU MANDAT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le mandat de co-Commissaires aux comptes titulaire et suppléant de la société RSM SECOVEC et de Monsieur Gilles LECLAIR expirant à l'issue de la prochaine assemblée générale ordinaire, nous vous proposons de statuer sur le renouvellement de ces mandats pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire annelle appelée à statuer en 2018 sur les comptes clos en 2017.

Nous espérons que ce projet recevra votre agrément et que vous voudrez bien adopter le projet de résolution qui vous sera présenté et qui reprend les points de ce rapport.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011

Chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire pour vous rendre compte de l'activité de la société Evolis durant l'exercice clos le 31 décembre 2011, et pour soumettre à votre approbation les comptes consolidés dudit exercice des sociétés du Groupe, à savoir les sociétés Evolis, Detraplast, Evolis Inc., Evolis Asia PTE LTD et Sogedex Accessories.

Vous trouverez ci-joint les informations relatives aux comptes consolidés du Groupe.

Vos Commissaires aux comptes vous donneront dans leur rapport toutes les informations relatives à la régularité des comptes qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

Les différentes informations telles que prévues par la réglementation sont reprises successivement ci-après.

1 SITUATION ET ACTIVITÉ DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ

Situation de l'ensemble constitué par les sociétés comprises dans la consolidation

Sociétés	Forme sociale	Capital social	Siège social	RCS	% de détention
Société mère					
EVOLIS	SA	411.191,44 €	Beaucouzé (49)	Angers 428 564 710	
Filiales					
EVOLIS Inc	Corporation	10.000 USD	Fort Lauderdale (Floride USA)	N/A	100 %
EVOLIS Asia PTE LTD	Limited private company	150.000 SGD	Singapour	N/A	100 %
DETRA-PLAST	SARL	82.500 €	Thouarcé (49)	Angers 424 293 405	70 %
SOGEDEX ACCESSORIES	SARL	50.000 €	Beaucouzé (49)	Angers 538 297 938	100 %

Évolutions prévisibles du Groupe

Dans un contexte économique et politique qui offre à ce stade peu de visibilité, le groupe entend poursuivre sa politique d'investissement dans l'innovation, avec pour objectif le meilleur rapport qualité prix sur l'ensemble de ses gammes imprimantes. La nouvelle gamme Zenius, très bien accueillie par l'ensemble des réseaux, depuis septembre 2011, impactera plus significativement l'activité du groupe en 2012 et sera renforcée par de nouvelles gammes dès ce premier semestre.

Les réseaux de distribution devraient aussi bénéficier des synergies produits et commerciales offertes par l'intégration de Sogedex au sein du groupe et ainsi créer un nouveau vecteur de croissance pour Evolis dès 2012.

Par ailleurs, l'ensemble des développements initiés en 2011 contribueront au travail d'optimisation des coûts et devraient permettre ainsi au groupe de préserver son profil de rentabilité.

Événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice de consolidation et la date à laquelle les comptes consolidés sont établis

La filiale Sogedex Accessories a acquis le fonds de commerce de la société Sogedex le 2 janvier 2012.

Activités du Groupe en matière de recherche et développement

Les frais de recherche et développement sont engagés par la société mère qui est la seule à avoir une activité de fabrication.

Les dépenses engagées en matière de recherche et développement ont été portées à l'actif pour 1 213 K€ (contre 845 K€ en 2010).

Les dépenses qui ne répondent pas aux critères pour être immobilisées ont été comptabilisées en compte de charges à hauteur de 400 K€ (contre 473 K€ en 2010).

Ces frais concernent principalement le développement de nouveaux produits ou de nouvelles applications.

Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de l'ensemble des sociétés comprises dans la consolidation

Après avoir réalisé un très bon volume d'activité en 2010 (en hausse de +30%), Evolis a poursuivi sa croissance en 2011 (+4% et +8% à change constant) en enregistrant un chiffre d'affaires record de 44,4 M€, en dépit d'un effet défavorable de change \$/€ sur l'ensemble de l'exercice.

Le groupe a, comme anticipé, accéléré sa croissance au 4^{ème} trimestre (+15%), enregistrant un chiffre d'affaires de 12,1 M€, le meilleur de son histoire, avec des taux de croissance de +23% en EMEA, et en dollars de respectivement +18% en Asie et +7% sur la zone Amériques.

CA consolidé, en M€	2009	2010	2011	Variation 2011/2010
T1	6,8	8,8	10,1	+12%
T2	8,8	11,7	10,9	-6%
T3	8,6	11,6	11,3	-2%
T4	8,5	10,4	12,1	+15%
12 mois	32,7	42,5	44,4	+4%

Dans un contexte pour le moins difficile sur les plans économique et géopolitique en 2011, de catastrophes naturelles dans des pays importants pour Evolis comme le Japon et l'Australie, le groupe a bénéficié de son dynamisme et de ses innovations pour se démarquer.

Sur l'ensemble de l'exercice 2011, l'activité des Réseaux s'est globalement maintenue (+3%), enregistrant même une croissance significative en Europe. L'activité Projets a été plus dynamique (+11%), notamment dans les domaines bancaires au Moyen Orient et des grands contrats gouvernementaux en Asie (Bangladesh et Cambodge).

Résultats et situation financière

L'activité de l'exercice a permis de dégager une capacité d'autofinancement de 7.244 K€, permettant ainsi, le financement des investissements pour un montant de 2.232 K€. Les capitaux propres ont augmenté de 3.889 K€, essentiellement en raison du résultat de l'exercice.

La hausse du besoin en fonds de roulement s'est élevée à 778 K€.

L'excédent de ressources s'est traduit par une augmentation de la trésorerie de 2.801 K€, cette dernière s'établissant ainsi à 15.144 K€.

Le montant des emprunts et dettes financières s'élève, au 31 décembre 2011, à 56 K€ pour un montant de capitaux propres de 35.568 K€.

Description des principaux risques et incertitudes auxquels les sociétés comprises dans la consolidation sont confrontées

Les sociétés consolidées n'identifient pas à ce jour de stratégie ou facteur de nature gouvernementale ou politique ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement de manière directe ou indirecte, sur les opérations des sociétés. Toutefois en raison des événements récents intervenus dans certains pays du Moyen Orient, le niveau de vigilance est renforcé afin d'évaluer au mieux les risques éventuels mais également afin de saisir de nouvelles opportunités.

Risques relatifs à la concurrence

Depuis sa création, le Groupe développe ses activités dans un secteur concurrentiel où évoluent plusieurs concurrents.

Les sociétés du Groupe sont attentives aux évolutions du marché et aux nouveaux acteurs et conduisent en permanence une activité de veille concurrentielle.

Risques liés aux évolutions technologiques

La société Evolis et ses filiales interviennent dans un secteur de haute technologie, marqué par l'apparition de nouveaux produits, de nouvelles applications et donc par l'apparition de nouveaux besoins. Le succès d'Evolis dépendra en partie de sa réactivité, afin de répondre, dans les meilleurs délais et dans les meilleures conditions pour ses clients, aux besoins de ceux-ci.

Afin d'anticiper, la société Evolis et ses filiales conduisent une démarche permanente de veille technologique.

Risques commerciaux

• Risques clients

Evolis réalise la quasi intégralité de son chiffre d'affaires avec des grossistes importateurs (vente indirecte). De ce fait, Evolis n'est pas exposée aux risques d'impayés des clients finaux des différents pays.

À l'export, lors de l'ouverture d'un nouveau compte client, le paiement se fait avant la livraison ; selon la qualité du partenariat, un délai de paiement total ou partiel peut être accordé aux clients après étude de solvabilité effectuée par le service « credit control » d'Evolis. Dans ce cas, un montant d'encours maximum est défini par Evolis.

Au titre de l'exercice 2011, les cinq et dix premiers clients représentent respectivement 28 % et 41 % du chiffre d'affaires.

• Risques fournisseurs

Une grande partie des fournisseurs accompagnent Evolis depuis sa création, ce qui a permis d'instaurer une confiance réciproque et une très bonne connaissance des besoins.

Cependant, une analyse et un suivi de ces fournisseurs sont effectués régulièrement afin de vérifier qu'ils sont capables d'accompagner la croissance et les exigences fortes du Groupe.

De plus, certains circuits d'approvisionnement ont été doublés afin de multiplier les sources en cas de besoin (tout en optimisant les coûts).

Le marché de la technologie de l'impression est concentré et dépend exclusivement de fabricants japonais. Cette réalité s'impose à Evolis comme à ses concurrents.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011, les 5 et 10 premiers fournisseurs représentent respectivement 54 % et 68 % des achats.

Certaines pièces détachées (principalement des composants électroniques) ont des délais d'approvisionnement pouvant aller jusqu'à 16 semaines ; des commandes cadencées sont engagées annuellement. Un stock tampon est également à disposition de la société chez des fournisseurs stratégiques.

Le délai de paiement est de l'ordre de 60 jours.

Risques juridiques : Risques liés aux droits de propriété intellectuelle

La société Evolis et ses filiales peuvent être amenées, en tant que de besoin, à insérer dans leurs contrats, tant vis-à-vis de leurs clients que de leurs collaborateurs, des clauses de confidentialité et de propriété dans le but de limiter le risque de révélation d'informations relatives aux savoir-faire développés par Evolis.

Elles ne peuvent cependant avoir aucune garantie que ces accords contractuels ou que les autres précautions prises pour protéger leurs droits de propriété intellectuelle s'avèrent suffisants pour prévenir les détournements de technologies ou des créations intellectuelles utilisées, ou pour dissuader une tierce partie de mettre en place des infrastructures similaires.

Indications sur l'utilisation des instruments financiers par les sociétés du Groupe

Ces indications portent sur les objectifs et la politique de la société en matière de gestion des risques financiers, y compris sa politique concernant la couverture de chaque catégorie principale de transactions prévues pour lesquelles il est fait usage de la comptabilité de couverture. Elles portent également sur l'exposition de la société aux risques de prix, de crédit, de liquidité et de trésorerie.

La société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

Risque de change

Evolis est confrontée à différents types de risques :

- le premier résulte de la conversion dans ses états financiers des comptes de ses filiales étrangères tenus en dollar ;
- le second est relatif à l'activité opérationnelle de la société. Environ 55% des ventes sont réalisées en dollar américain.

Au titre de la période, les ventes facturées en US\$ représentent 33.5 M\$ soit 54.5% du chiffre d'affaires consolidé.

Depuis début 2003, des approvisionnements en Grande-Bretagne ont été négociés en dollars. Ces achats couvrent partiellement les ventes effectuées en dollars.

La société a ouvert des comptes bancaires en USD, JPY. Le solde de ces comptes bancaires ne sont pas systématiquement couverts. En fonction de l'évolution des cours de ces devises, la Société a parfois recours à des opérations de couverture.

L'ensemble de ce dispositif permet de réagir au mieux face aux fluctuations des devises mais n'exclut pas totalement un risque de change résiduel.

• Achats et ventes à terme de devises

	31/12/11		31/12/10	
	actif	passif	actif	passif
Achat à terme en JPY			15	
Valeur nominale (M JPY)			50	
Vente à terme en USD	392			14
Valeur nominale (M USD)	10,00			0,75
Instruments dérivés de change	0	392	15	14

Les échéances des contrats de vente à terme sont fixées au 28 mars 2012 et au 27 juin 2012.

Risque de taux

Le niveau d'endettement étant très faible (taux d'endettement par rapport aux fonds propres : 1.0 % en 2010 et N/S en 2011), la société n'est pas exposée significativement au risque des taux d'intérêt.

La totalité de l'endettement est souscrit à taux fixe.

La société estime ne pas être confrontée de manière significative au risque de taux d'intérêts sur ses placements classés en équivalent de trésorerie.

Risque de liquidité

La société estime ne pas être exposée à un risque de liquidité du fait notamment d'un endettement limité et de la trésorerie disponible au 31 décembre 2011 (15.144 K€).

La société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Les passifs financiers ne sont assortis d'aucune clause particulière susceptible d'en modifier significativement les termes.

Les financements sont réalisés auprès des banques partenaires d'Evolis.

Risque actions

Au 31 décembre, Evolis détient une participation de 2% dans le capital de la société Cofidur, cotée sur NYSE EURONEXT Paris au compartiment C.

Compte tenu de la nature de ses placements (titres de créances sous la forme de SICAV monétaires, CDN et comptes à terme), la société n'est pas confrontée à d'autres risques actions.

Risque de crédit

Depuis le début de l'activité des sociétés du groupe, les défaillances de paiement des clients ont été très réduites, compte tenu des modalités de paiement et des procédures mises en place décrites au paragraphe « risque client ».

• Situation des retards de paiement :

En K€	31/12/11	31/12/10
Inférieurs à 6 mois	2 472	2 084
Supérieurs à 6 mois	0	0
Total	2 472	2 084

2 PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS ET DU RÉSULTAT DU GROUPE

Résultats économiques et financiers

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011, le chiffre d'affaires consolidé des sociétés du Groupe s'élève à 44.354 K€ contre 42.534 K€ en 2010, soit une progression de 4 %.

Le résultat opérationnel ressort bénéficiaire à hauteur de 6.753 K€ contre 7.152 K€ en 2010, soit une baisse de 6%.

Le montant de l'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice s'élève à 2.169 K€.

Les autres produits et charges financières font ressortir un gain de 243 K€ contre un gain de 350 K€ en 2010.

Compte tenu de ces éléments, le résultat net du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011 se solde par un bénéfice de 4.953 K€ (contre un bénéfice de 5.517 K€ au titre de l'exercice précédent).

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 26 AVRIL 2012

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société EVOLIS, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

1 – Frais de recherche et de développement

La note 3.4 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux actifs incorporels immobilisés. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans la note de l'annexe.

2 – Stocks

La note 3.10 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation des stocks. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans la note de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à La ROCHE-sur-YON et à ORVAULT, le 16 mars 2012
Les Commissaires aux comptes

Groupe Y – BOISSEAU
EMMANUEL BOQUIEN

RSM Secovec
JEAN-MICHEL GRIMONPREZ

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société EVOLIS, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note « Stocks » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation des stocks. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans la note de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à ORVAULT et à La ROCHE-sur-YON, le 16 mars 2012
Les Commissaires aux comptes

RSM Secovec
JEAN-MICHEL GRIMONPREZ
Associé

Groupe Y – BOISSEAU
EMMANUEL BOQUIEN
Associé

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1 CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L.225-30 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Convention de centralisation de trésorerie avec SOGEDEX ACCESSORIES

Personnes concernées : Cécile BELANGER
Emmanuel PICOT

Nature et objet : Votre société a conclu le 13 décembre 2011 avec sa filiale **Sogedex Accessories** une convention de gestion de trésorerie. Ces avances réciproques de trésorerie sont rémunérées au taux Euribor 3 mois +1% (limité au taux fiscalement déductible).

Modalités : Pour 2011, aucun intérêt n'a été comptabilisé. L'encours en faveur de votre société s'élève au 31 décembre 2011 à 150 200 €.

2 CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Convention de centralisation de trésorerie

Personnes concernées : Cécile BELANGER
Emmanuel PICOT
Yves LIATARD
Serge OLIVIER
Didier GODARD

Nature et objet : Votre société a conclu le 3 janvier 2005 avec sa filiale Evolis Inc une convention de gestion de trésorerie. Ces avances réciproques de trésorerie sont rémunérées au taux Euribor 3 mois +1% (limité au taux fiscalement déductible).

Modalités : Pour 2011, les intérêts comptabilisés en produits s'élèvent à 49 474 €. L'encours en faveur de votre société s'élève au 31 décembre 2011 à 1 841 880 €.

Support du risque de change

Personnes concernées : Cécile BELANGER
Emmanuel PICOT
Yves LIATARD
Serge OLIVIER
Didier GODARD

Nature et objet : Votre société assure la prise en charge du risque de change dans les relations commerciales avec sa filiale Evolis Inc, à raison du règlement en dollars des factures correspondant aux livraisons effectuées à Evolis Inc.

Modalités : Le chiffre d'affaires réalisé avec Evolis Inc s'élève en 2011 à 10 619 921 €. Le gain de change s'élève à 36 957 €.

Fait à ORVAULT et à La ROCHE-sur-YON, le 16 mars 2012
Les Commissaires aux comptes

RSM Secovec
JEAN-MICHEL GRIMONPREZ
Associé

Groupe Y – BOISSEAU
EMMANUEL BOQUIEN
Associé

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF (K€)	Notes	brut	amort & dépréciations	31/12/11 12 mois net	31/12/10 12 mois net
Immobilisations corporelles					
Terrain	7	353		353	353
Constructions	7	5 296	1 208	4 088	4 367
Installations, matériel, outillage	7	5 012	3 327	1 685	1 591
Autres immobilisations corporelles	7	1 917	1 175	742	638
Immobilisations incorporelles					
Ecart d'acquisition		0	0	0	0
Frais de recherche et développement	6	3 477	1 288	2 189	1 530
Logiciels et brevets	6	933	375	557	607
Immobilisations financières	8	301	27	273	744
Impôts différés	21	67		67	87
ACTIFS NON COURANTS		17 356	7 401	9 955	9 917
Stocks de matières		3 671	299	3 372	4 144
Stocks de produits finis		963		963	944
Stocks de marchandises		2 518		2 518	3 442
Clients		9 632	12	9 620	7 934
Actifs disponibles à la vente					
Autres actifs courants		1 670		1 670	1 628
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	15 144		15 144	12 343
Autres actifs financiers					
ACTIFS COURANTS		33 598	310	33 287	30 435
TOTAL ACTIF		50 954	7 711	43 243	40 352

PASSIF (K€)	Notes		31/12/11 12 mois	31/12/10 12 mois
Capital	12		412	411
Prime d'émission			6 552	6 400
Réserve légale			41	41
Autres réserves			23 499	19 296
Résultat consolidé			4 953	5 517
Écart de conversion			111	14
CAPITAUX PROPRES			35 568	31 679
Dettes financières non courantes	15		28	54
Provision pour avantages au personnel	14		273	231
Autres provisions non courantes	14		44	40
Impôts différés	21			
PASSIFS NON COURANTS			344	325
Fournisseurs			4 402	4 567
Dettes financières courantes	15		28	268
Autres passifs financiers			401	12
Dettes fiscales et sociales			1 910	2 866
Provisions courantes	14		153	142
Autres dettes			436	493
PASSIFS COURANTS			7 331	8 348
PASSIFS			7 675	8 673
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			43 243	40 352

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

COMPTE DE RÉSULTAT (K€)	Notes	31/12/11 12 mois	31/12/10 12 mois
Chiffre d'affaires	17	44 354	42 534
Marchandises et matières consommées		20 900	19 373
Charges de personnel	18	8 557	8 597
Autres achats et charges externes		5 022	4 810
Impôts et taxes		805	736
Dotations aux amortissements	6 & 7	2 264	1 891
Dotations aux provisions nettes de reprises		85	254
Variations des stocks de produits finis		19	275
Autres produits et charges opérationnels		15	4
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		6 753	7 152
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		133	134
Coût de l'endettement financier brut		7	59
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		126	75
Autres produits et charges financiers	20	243	350
Charge d'impôt sur le résultat	21	2 169	2 060
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		4 953	5 517
RÉSULTAT NET D'IMPÔT DES ACTIVITÉS NON POURSUIVIES		0	0
RÉSULTAT NET		4 953	5 517
Part du groupe		4 959	5 514
Intérêts minoritaires		-7	3
Nombre moyen d'actions à la clôture	16	5 149 300	5 132 711
Résultat par action (en €)		0,96	1,07
Résultat dilué par action (en €)		0,96	1,07

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS (K€)	Notes	2011 12 mois	2010 12 mois
Résultat net des sociétés intégrées		4 953	5 517
Amortissements et provisions sur immobilisations	6 & 7	2 264	1 891
Variation d'impôt différé	21	18	-154
Plus values nettes de cession d'immobilisations			
Paiements fondés sur des actions	12	7	20
Capacité d'autofinancement		7 242	7 274
Variation du besoin en fonds de roulement (calculé à partir des données nettes de provisions)		-778	452
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE D' EXPLOITATION		6 463	7 727
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	6	-1 321	-984
Acquisitions d'immobilisations corporelles	7	-1 475	-1 204
Acquisitions d'immobilisations financières	8	-939	-543
cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles			50
cessions d'immobilisations financières	8	1 503	571
Incidence des variations de périmètre	6 & 7		
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT		-2 232	-2 110
Augmentation des capitaux propres		226	97
Dividendes payés	16	-1 391	-925
Emission d'emprunts et dettes financières			
Remboursement d'emprunts et dettes financières		-266	-3 096
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE DE FINANCEMENT		-1 430	-3 924
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE TOTAL		2 801	1 694
Trésorerie à l'ouverture	11	12 343	10 649
Trésorerie à la clôture	11	15 144	12 343

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Prime d'émission	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Total capitaux propres par groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation au 31 décembre 2010	411	6 400	24 775	14	31 600	79	31 679
Effet des changements de méthodes comptables							
Situation retraitée	411	6 400	24 775	14	31 600	79	31 679
Produits et charges reconnus directement en capitaux propres ⁽¹⁾			93		93		93
Résultat de la période			4 959		4 959	-7	4 953
Total des produits et charges de la période			5 053		5 053	-7	5 046
Distribution de dividendes			-1 391		-1 391		-1 391
Variation de périmètre							
Variation des écarts de conversion				97	97		97
Paiements en actions et assimilés			7		7		7
Variation actions propres	0	47	-24		23		23
Augmentation de capital	1	105	0		106		106
Situation au 31 décembre 2011	412	6 552	28 420	111	35 495	72	35 568

(1) dont quote part qui affectera le résultat : pour COFIDUR : 100%

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Prime d'émission	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Total capitaux propres par groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation au 31 décembre 2009	410	6 447	20 085	-83	26 859	76	26 935
Effet des changements de méthodes comptables							
Situation retraitée	410	6 447	20 085	-83	26 859	76	26 935
Produits et charges reconnus directement en capitaux propres			52		52		52
Résultat de la période			5 514		5 514	3	5 517
Total des produits et charges de la période			5 566		5 566	3	5 569
Distribution de dividendes			-925		-925		-925
Variation de périmètre							
Variation des écarts de conversion				97	97		97
Paiements en actions et assimilés			20		20		20
Variation actions propres	0	-47	29		-17		-17
Augmentation de capital	0		0				
Situation au 31 décembre 2010	411	6 400	24 775	14	31 600	79	31 679

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés couvrant la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011.

Les données chiffrées sont exprimées en milliers d'Euros, sauf indication contraire.

Note liminaire

- Note 1 - Informations concernant l'entreprise
- Note 2 - Événements significatifs
- Note 3 - Méthodes comptables
- Note 4 - Périmètre de consolidation
- Note 5 - Regroupements d'entreprises
- Note 6 - Immobilisations incorporelles
- Note 7 - Immobilisations corporelles
- Note 8 - Immobilisations financières
- Note 9 - Actifs destinés à être vendus
- Note 10 - Autres actifs financiers
- Note 11 - Trésorerie et équivalents de trésorerie
- Note 12 - Capitaux propres
- Note 13 - Gestion des risques financiers
- Note 14 - Provisions
- Note 15 - Echancier de la dette financière
- Note 16 - Dividendes distribués
- Note 17 - Informations sectorielles
- Note 18 - Charges de personnel
- Note 19 - Frais de recherche et développement comptabilisés en charges
- Note 20 - Autres produits et charges financiers
- Note 21 - Impôt
- Note 22 - Engagements
- Note 23 - Événements post clôture
- Note 24 - Parties liées

Note liminaire

Les comptes consolidés présentés sont établis en appliquant la totalité des normes IFRS (International Financial Reporting Standards), publiées à la date d'arrêté, par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne.

Nouveaux textes applicables obligatoirement aux comptes 2011 :

Les normes, interprétations et amendements suivants applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011 et parus au journal officiel à la date de clôture des comptes semestriels sont également appliqués pour la première fois au 31 décembre 2011 :

- Les améliorations annuelles des normes IFRS de 2010,
- La norme IAS 24 révisée « information relative aux parties liées »,
- L'amendement d'IFRIC 14 portant sur le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimales et leur interaction (norme IAS 19),

- L'interprétation IFRIC 19, « Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres ».

La première application de ces normes, amendements et interprétations n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes au 31 décembre 2011.

Au 31 décembre 2011, aucune norme et interprétation IFRS émise et non encore entrée en vigueur n'a été appliquée par anticipation.

Note 1 - Informations concernant l'entreprise

La société Evolis est une Société Anonyme de droit Français. Elle a été créée en décembre 1999 et a clôturé son premier exercice au 31 décembre 2000.

Elle a pour principale activité la conception, la fabrication et la commercialisation d'imprimantes pour cartes plastiques et la vente des consommables associés.

Les états financiers au 31 décembre 2011 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales.

Le Conseil d'administration du 14 mars 2012 a arrêté les comptes consolidés.

Note 2 - Événements significatifs

2.1 Cession de titres de la Société Cofidur

Le 17 juin 2011, la société Evolis a cédé 8% du capital de son partenaire technologique et industriel Cofidur. Cette cession a généré une moins-value de 61 KEUR dans les comptes consolidés.

2.2 Fermeture du bureau de représentation à Tokyo

En raison des catastrophes intervenues en mars 2011 au Japon, le bureau de représentation de Tokyo a été fermé. La couverture commerciale de ce pays est désormais assurée par la filiale installée à Singapour.

2.3 Création d'une filiale

La filiale Sogedex Accessories, détenue à 100% par Evolis, a été créée en décembre 2011 dans le but d'acquérir le fonds de commerce de la société SOGEDEX. La prise de contrôle sera effective le 2 janvier 2012.

Cette filiale a pour activité principale la création, commercialisation et distribution d'accessoires et de fournitures d'identification.

Note 3 - Méthodes comptables

Le règlement n° 1606/2002 du Comité de réglementation comptable européen impose l'utilisation des normes comptables internationales IFRS dans les comptes consolidés des sociétés dont les titres sont admis sur un marché réglementé.

Bien que n'étant pas soumise à cette obligation car n'étant pas cotée sur un marché réglementé, la Société EVOLIS a opté pour la présentation de ses comptes annuels consolidés en appliquant les normes IFRS.

3.1 Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers sont présentés en milliers d'Euros.

Les états financiers sont préparés sur la base du coût historique

à l'exception des actifs et passifs qui doivent être enregistrés selon les normes IFRS, à leur juste valeur.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés dans le cycle d'exploitation normal du groupe, ou à être cédés dans les douze mois suivant la clôture, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont des actifs courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal, ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice, constituent des dettes courantes.

Les autres actifs et autres dettes sont considérés comme non courants.

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Le recours à des estimations concerne notamment les éléments suivants :

- évaluation des engagements de retraite,
- évaluations des provisions.

3.2 Principes de consolidation

Evolis consolide par intégration globale toutes les filiales dont elle détient le contrôle juridique et/ou effectif.

Le contrôle existe lorsqu'Evolis détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages de celle-ci. Le contrôle est présumé exister si Evolis détient plus de la moitié des droits de vote.

Les filiales sont consolidées à partir du moment où Evolis en prend le contrôle et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle est transféré à l'extérieur du groupe. Le groupe ne comprend aucune entité qualifiée d'« entreprise associée » ou de « co-entreprise ».

Les soldes au bilan, les produits et charges réciproques sont éliminés, ainsi que les résultats internes.

Des informations relatives aux filiales sont données en note 4.

3.3 Méthode de conversion

Les achats et ventes libellés en monnaies étrangères sont convertis et comptabilisés au cours du mois où ils sont facturés. Des pertes ou gains de change, liés au décalage entre le paiement ou l'encaissement des factures et leur comptabilisation, sont constatés en autres produits et charges financiers.

Les créances et les dettes sont évaluées au cours de clôture.

La monnaie fonctionnelle des sociétés étrangères est généralement leur monnaie locale. Dans le cas où la majorité des transactions est effectuée dans une monnaie différente de la monnaie locale, c'est cette monnaie qui est retenue.

La monnaie fonctionnelle des filiales est l'euro sauf pour les sociétés Evolis Inc et Evolis Asia pour lesquelles la monnaie fonctionnelle est le dollar américain.

Pour la consolidation, il est utilisé la méthode de conversion du cours de clôture pour le bilan et celle du cours moyen de change pour le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie. La différence de conversion en résultant est inscrite en capitaux propres au poste écart de conversion.

3.4 Actifs incorporels immobilisés

Hors marques, les actifs incorporels immobilisés sont tous amortissables.

Ils concernent principalement les frais de recherche et développement qui remplissent les conditions d'activation et mis en œuvre pour la conception de nouvelles gammes ou version d'imprimantes.

Les conditions d'activation de l'actif incorporel sont les suivantes :

- Faisabilité technique de l'achèvement de l'actif incorporel afin de pouvoir l'utiliser ou le vendre.
- Intention d'achever l'actif incorporel et de l'utiliser ou le vendre.
- Capacité à l'utiliser ou le vendre.
- Capacité de l'actif à générer des avantages économiques futurs probables.
- Disponibilité actuelle ou future des ressources techniques, financières ou autres nécessaires pour réaliser le projet.
- Capacité à mesurer de manière fiable les dépenses liées à cet actif pendant sa phase de développement.

3.5 Amortissements des actifs incorporels

L'amortissement est comptabilisé en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel. Le tableau ci-dessous décrit les durées et modes d'amortissement pratiqués :

	Durée (année)	Mode
Frais de recherche et développement	3	linéaire
Logiciels, brevets, marques	3 ou 5 ou N/A	linéaire

3.6 Actifs corporels immobilisés

Les actifs corporels immobilisés figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composantes significatives ayant des durées d'utilité différentes, ces composantes sont comptabilisées séparément.

3.7 Amortissements des actifs corporels immobilisés

Les amortissements sont calculés sur la durée d'utilité selon les méthodes suivantes :

	Durée (année)	Mode
Constructions	7 à 40	linéaire
Matériel industriel	3 à 10	linéaire
Outillage	3	linéaire
Agencement et aménagement	5	linéaire
Installations générales	5 à 10	linéaire
Véhicules de transport	1 à 5	linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5	dégressif ou linéaire
Mobilier	5	linéaire

Le siège social a fait l'objet de la décomposition suivante :

Gros œuvre et structure	Linéaire sur 40 ans
Menuiseries extérieures	Linéaire sur 25 ans
Plomberie – chauffage – étanchéité	Linéaire sur 20 ans
Aménagements intérieurs	Linéaire sur 15 ans
Aménagements extérieurs – abord	Linéaire sur 10 ans
Revêtements de sols	Linéaire sur 7 ans

3.8 Subventions publiques

Conformément à la possibilité offerte par IAS 20, les subventions d'investissement sont enregistrées en déduction de la valeur brute des immobilisations au titre desquelles elles ont été reçues. Elles sont comptabilisées en réduction de la charge d'amortissement sur la durée d'utilité de l'actif amorti.

3.9 Actifs immobilisés destinés à être cédés

Les actifs destinés à être cédés sont présentés, s'il y a lieu, sur une ligne distincte du bilan dès lors que la date de la cession devient probable. La valeur comptable est alors recouvrable par une vente ou un échange contre d'autres actifs. Lorsque cette valeur, diminuée des frais de cession, est inférieure à la « juste valeur », une dépréciation est constatée.

3.10 Stocks

Les stocks de marchandises et de matières sont évalués au prix de revient d'achat suivant la méthode du coût moyen pondéré. Les stocks de produits finis sont valorisés au coût de production incluant le prix d'achat des matières et les frais accessoires ainsi que le coût de main d'œuvre. Sont exclus les frais généraux non imputables à la production.

La valeur brute des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est pratiquée pour couvrir les pertes probables sur les articles obsolètes ou sur ceux qui ne pourront plus être intégrés dans le processus de fabrication.

3.11 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La valeur d'inventaire est appréciée créance par créance en fonction du risque de non recouvrement (éventuelles procédures judiciaires ou retards de paiement importants).

3.12 Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent les actifs disponibles à la vente, les actifs détenus jusqu'à leur échéance, les actifs évalués à leur juste valeur par le résultat, les prêts et créances et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs financiers sont définies par la norme IAS 39.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur nette des coûts de transaction.

À la date d'acquisition, le groupe détermine la classification de l'actif financier dans l'une des quatre catégories comptables prévues par la norme IAS 39 :

- Actifs détenus jusqu'à leur échéance
- Actifs disponibles à la vente
- Prêts et créances
- Actifs évalués à leur juste valeur par le résultat

Après la comptabilisation initiale, les actifs détenus jusqu'à leur échéance et les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (« TIE »). Les actifs disponibles à la vente et les actifs évalués à leur juste valeur par le résultat sont comptabilisés à la juste valeur avec variation de valeur enregistrée directement dans les capitaux propres pour les premiers et dans le compte de résultat pour les seconds.

En cas de diminution significative ou prolongée de la juste valeur des actifs disponibles à la vente en dessous de leur prix d'acquisition, une dépréciation est constatée en résultat net.

La juste valeur des titres de la société Cofidur correspond à son cours de bourse.

Les dépôts de garantie sont constatés au coût correspondant au prix payé incluant les coûts d'acquisition liés à l'investissement.

Les actions d'autocontrôle sont comptabilisées en réduction des capitaux propres. Les pertes et profits résultant de la cession de ces actions sont imputés directement sur les capitaux propres et n'affectent pas le résultat.

3.13 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Sont classés en équivalent de trésorerie les instruments répondant aux critères de la norme IAS 7 (placement à court terme, très liquide, facilement convertible en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur).

3.14 Instruments financiers dérivés

Selon les normes IAS 32 et 39, tous les instruments financiers dérivés doivent être inscrits au bilan à leur valeur de marché. La méthode de comptabilisation des variations de leur valeur de marché diffère selon que l'instrument dérivé est utilisé pour couvrir un risque de valeur de marché, un risque de flux de trésorerie futur, un risque de change sur un investissement net en devises ou qu'il ne constitue pas un instrument de couverture :

- Les variations de valeur des instruments dérivés couvrant un risque de valeur de marché sont comptabilisées dans le compte de résultat. Elles sont compensées par la réévaluation symétrique de l'actif, de la dette ou de l'engagement ferme couvert, également comptabilisée dans le compte de résultat.

- Les variations de la valeur des instruments dérivés couvrant des flux de trésorerie futurs sont comptabilisées en capitaux propres. Elles sont rapportées au compte de résultat au fur et à mesure de la réalisation des flux de trésorerie. La part de la variation de juste valeur des instruments dérivés jugée comme non efficace est enregistrée en résultat.
- Les variations de juste valeur des instruments dérivés couvrant un risque de change sur un investissement net en devises sont comptabilisées en capitaux propres. La variation de juste valeur correspondant à la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

La qualification de couverture résulte de l'intention initiale d'affecter l'instrument dérivé à la couverture d'un actif, d'une dette, d'un engagement ferme ou d'un flux de trésorerie futur, définie et documentée dès l'origine. L'efficacité de cette couverture doit être démontrée par la vérification régulière de la corrélation entre la variation de la valeur de marché de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert. La fraction non efficace de la couverture est systématiquement enregistrée au résultat financier.

- Les instruments dérivés contractés dans le cadre de la politique de gestion des risques mise en œuvre par Evolis, mais ne constituant pas des instruments de couverture au sens des normes IAS 32 et 39, sont comptabilisés à leur valeur de marché. Les variations de valeur sont appréhendées dans les résultats de la période.

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat qui répond à la définition d'un produit dérivé et dont les caractéristiques économiques ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte. Un dérivé incorporé doit être séparé de son contrat hôte et comptabilisé selon les règles applicables aux dérivés (juste valeur par résultat) si, et seulement si, les trois conditions suivantes sont remplies :

- Les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés aux caractéristiques économiques et aux risques du contrat hôte ;
- Le dérivé incorporé respecte la définition d'un dérivé selon la norme IAS 39 ;
- Le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur avec comptabilisation des variations de juste valeur par le biais du compte de résultat.

Au 31 décembre 2011, le Groupe Evolis ne détient pas de dérivés incorporés.

3.15 Capital et réserves

Le résultat par action est calculé sur le résultat net – part du groupe. Le nombre d'actions retenu est le nombre moyen de titres en circulation de la SA Evolis au cours de l'exercice.

Conformément à IAS 33 révisé, il a été tenu compte de l'impact des éventuelles actions à émettre. Ce retraitement n'a pas d'effet significatif sur le résultat par action.

3.16 Avantages au personnel

- Engagements de retraite

Les indemnités de départ à la retraite, correspondant à un engagement à prestation définie, sont liées aux conventions collectives s'appliquant à la société mère du groupe. Elles

concernent les indemnités à verser lors du départ en retraite des salariés. Le groupe provisionne ces engagements en fonction de l'estimation du montant versé à chaque salarié à son départ, actualisé et affecté d'une probabilité de réalisation de l'événement.

Les écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat l'année de leur constatation.

Le groupe n'est pas concerné par les autres avantages à l'exception du droit à la formation et des médailles du travail dont les montants ont été considérés comme non significatifs.

- Paiements fondés sur des actions

Les plans d'attribution de BSPCE, ainsi que les plans d'attribution d'actions gratuites donnent lieu à l'enregistrement d'une charge constituée de l'espoir de gain par les bénéficiaires de ces plans, répartie sur la période d'acquisition en contrepartie des réserves.

Les principales hypothèses du modèle sont les suivantes :

- Turn over : 5% par an
- Délai d'acquisition : 24 mois
- Juste valeur des BCE attribués sur la base d'une volatilité attendue de 45%, d'un taux sans risque de 4% et d'un taux de distribution de dividendes de 1%.
- Juste valeur des actions gratuites sur la base du cours de l'action à la date d'attribution.

3.17 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le groupe a une obligation résultant d'un événement passé, qu'une sortie probable de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

3.18 Evaluation et comptabilisation des passifs financiers

A l'exception des passifs de transaction et des instruments dérivés constituant des passifs qui sont évalués à la juste valeur, les emprunts sont évalués initialement à la juste valeur minorée des frais de transaction puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). Lorsque l'emprunt est conclu au taux du marché, et en l'absence de frais accessoires, le TIE est égal au taux facial de l'emprunt.

3.19 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, et que le montant peut être évalué de manière fiable.

3.20 Information sectorielle

Les deux niveaux d'information retenus sont : Le secteur géographique et l'activité. Les principaux indicateurs suivis sont le revenu et le résultat opérationnel courant.

Le premier niveau d'information sectorielle est organisé par secteur géographique sur la base de la localisation de ses clients.

Le second niveau d'information sectorielle est organisé par secteur d'activité : Imprimantes, consommables et divers.

Les données sectorielles n'intègrent que les données directement attribuables ou qui peuvent être raisonnablement affectées.

3.21 Contrats de location

Les biens financés par crédit bail font l'objet d'un retraitement pour tous les contrats relatifs aux biens dont la valeur d'origine est supérieure à 100 K€. Le retraitement des autres contrats inférieurs ne serait pas significatif

Les autres contrats sont des locations simples. Les loyers sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

3.22 Impôts

Les impôts différés sont comptabilisés suivant la méthode du report variable sur les décalages temporaires existant à la clôture entre la base fiscale des actifs et leur valeur comptable au bilan.

Des impôts différés actifs sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible.

Note 4 - Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation a été modifié en 2011 :

Société	date de clôture	date d'entrée	Siège social	% d'intérêt
Société Mère				
Evolis	31/12/2011	-	Beaucouzé (49)	-
Filiales				
Evolis Inc	31/12/2011	04/10/2004	Fort Lauderdale (Floride USA)	100%
Evolis Asia	31/12/2011	20/09/2006	Singapour	100%
Détraplast	31/12/2011	30/09/2009	Thouarcé (49)	70%
Sogedex Accessories	31/12/2011	05/12/2011	Beaucouzé (49)	100%

Toutes les sociétés sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Note 5 - Regroupements d'entreprises

Le groupe applique la norme IFRS 3 révisée relative aux regroupements d'entreprises.

Aucune acquisition n'a été réalisée en 2011.

Note 6 - Immobilisations incorporelles

Valeur brute	31/12/10	variations de périmètre	écarts de conversion	acquisitions (dotations)	diminutions	31/12/11
Ecart d'acquisition						
Frais de recherche et développement	3 125			1 213	861	3 477
Logiciels, brevets	913		2	107	90	931
Total valeurs brutes	4 038		2	1 321	951	4 408

Amortissements

Ecart d'acquisition						
Frais de recherche et développement	1 595			554	861	1 288
Logiciels, brevets	306		1	158	90	375
Total amortissements et provisions	1 901		1	712	951	1 663

Valeur brute	31/12/09	variations de périmètre	écarts de conversion	acquisitions (dotations)	diminutions	31/12/10
Ecart d'acquisition						
Frais de recherche et développement	2 759			845	479	3 125
Logiciels, brevets	822		0	139	48	913
Total valeurs brutes	3 581		0	984	527	4 038

Amortissements

Ecart d'acquisition						
Frais de recherche et développement	1 552			523	479	1 595
Logiciels, brevets	233		0	120	47	306
Total amortissements et provisions	1 785		0	643	526	1 901

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles de 2011 se décomposent en 1 213 milliers d'euros d'immobilisations produites et 107 milliers d'euros d'immobilisations achetées (respectivement 845 et 139 milliers d'euros en 2010)

Note 7 - Immobilisations corporelles

Valeur brute	31/12/10	variations de périmètre	écarts de conversion	acquisitions	diminutions	31/12/11
Terrain	353					353
Constructions	5 285			11		5 296
Constructions en-cours						
Matériel industriel	179			25		204
Outillage	3 531			1 031		4 561
Agencement et aménagement	244			3		247
Installations générales	147		5	26		178
Véhicules de transport	400		2	5	7	401
Matériel de bureau et informatique	781		4	336	162	959
Mobilier	340			40		379
Total valeurs brutes	11 260		11	1 475	168	12 578
Amortissements						
Terrain						
Constructions	919			290		1 208
Matériel industriel	116			25		141
Outillage	2 099			889		2 988
Agencement et aménagement	148			49		197
Installations générales	78		4	32		115
Véhicules de transport	190		2	65	5	251
Matériel de bureau et informatique	555		6	143	158	546
Mobilier	206			57		263
Total amortissements et provisions	4 310		12	1 551	163	5 710

Valeur brute	31/12/09	variations de périmètre	écarts de conversion	acquisitions	diminutions	31/12/10
Terrain	353					353
Constructions	5 285			1		5 285
Constructions en-cours	15				15	
Matériel industriel	122			57		179
Outillage	2 552			978		3 531
Agencement et aménagement	236			7		244
Installations générales	137		10			147
Véhicules de transport	469		5	30	105	400
Matériel de bureau et informatique	703		9	106	37	781
Mobilier	315			24		340
Total valeurs brutes	10 189		24	1 204	157	11 260
Amortissements						
Terrain						
Constructions	630			289		919
Matériel industriel	94			22		116
Outillage	1 537			562		2 099
Agencement et aménagement	100			48		148
Installations générales	39		2	37		78
Véhicules de transport	167		1	74	52	190
Matériel de bureau et informatique	421		-1	164	29	555
Mobilier	153			53		206
Total amortissements et provisions	3 141		1	1 249	80	4 310

Note 8 - Immobilisations financières

Valeurs brutes	31/12/10	variations de périmètre	écarts de conversion	acquisitions	diminutions	31/12/11
Valeurs mobilières	751				592	159
Créances	76			923	900	99
Dépôts de garantie	38		1	15	12	42
Total valeurs brutes	865		1	938	1 503	301
Dépréciations						
Valeurs mobilières	121			2	95	27
Dépôts de garantie						
Total dépréciations	121			2	95	27

Valeurs brutes	31/12/09	variations de périmètre	écarts de conversion	acquisitions	diminutions	31/12/10
Valeurs mobilières	751					751
Créances	93			540	557	76
Dépôts de garantie	46		3	2	14	38
Total valeurs brutes	890		3	543	571	865
Dépréciations						
Valeurs mobilières	171				50	121
Dépôts de garantie						
Total dépréciations	171				50	121

Les valeurs mobilières sont classées dans la catégorie « actifs financiers disponibles à la vente ».

Note 9 - Actifs destinés à être vendus

Le groupe ne possède aucun actif non courant destiné à être cédé et ne projette aucun abandon d'activité.

Note 10 - Autres actifs financiers

Néant

Note 11 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont présentés à l'actif à leur juste valeur et concernent les valeurs mobilières de placement, les titres de créances, la trésorerie en banque et la caisse

	31/12/11	31/12/10
Valeur mobilières	4 903	372
Total actif financier à la juste valeur par résultat	4 903	372
Titres de créances	4 000	5 400
Disponibilités à l'actif	6 241	6 571
Total prêts et créances	10 241	11 971
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 144	12 343

Les titres de créance sont classés en équivalent de trésorerie car ils répondent aux critères de la norme IAS 7 (placement à court terme, très liquide, facilement convertible en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur).

La valeur vénale des valeurs mobilières de placement à la clôture se présente comme suit :

	31/12/11	31/12/10
Coût historique	4 903	372
Plus ou moins value latente		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 903	372

Note 12 - Capitaux propres

12.1 Capital

Le capital social, entièrement libéré, se décompose au 31 décembre 2011 de 5 153 120 actions de 0,08 euro de nominal chacune. Le nombre d'actions a augmenté de 13 227 actions au cours de la période en raison de la souscription d'actions suite à l'exercice de BSPCE attribués en 2006 et 2008, ainsi qu'à l'acquisition d'actions gratuites.

La Société Evolis a conclu un contrat de liquidité ayant pour objectif d'animer les actions du Groupe.

Au 31 décembre 2011 :

- Le volume des titres compris dans le contrat est de : 4 902.
- Le montant de trésorerie engagée s'élève à : 99 K€.

12.2 Paiements fondés sur des actions

Évolution du nombre d'actions gratuites

Nombre d'actions gratuites	
Actions en circulation au 31/12/2010	2 500
Actions attribuées au cours de la période	
Actions acquises au cours de la période	2 000
Actions en circulation au 31/12/2011	500

Évolution du nombre de BSPCE

(en €)	Nombre de BCE	Prix d'exercice moyen
BCE en circulation au 31/12/2010	23 227	10,53
BCE attribués au cours de la période	0	n/a
BCE exercés au cours de la période	11 227	9,45
BCE en circulation au 31/12/2011	12 000	11,55
dont exerçables	12 000	11,55

Impact sur le résultat

	31/12/2011	31/12/2010
Charge comptabilisée	7	20

Note 13 - Gestion des risques financiers

La société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

13.1 Risque de change

Evlis est confrontée à différents types de risques :

- le premier résulte de la conversion dans ses états financiers des comptes de ses filiales étrangères tenus en dollar ;
- le second est relatif à l'activité opérationnelle de la société. Des ventes, notamment celles effectuées par la filiale américaine, sont facturées en dollar américain.

Au titre de la période, les ventes facturées en US\$ représentent 33.5 M\$ soit 54.5% du chiffre d'affaires consolidé.

Depuis début 2003, des approvisionnements en Grande-Bretagne ont été négociés en dollars. Ces achats couvrent partiellement les ventes effectuées en dollars.

La société a ouvert des comptes bancaires en USD, JPY. Le solde de ces comptes bancaires ne sont pas systématiquement couverts. En fonction de l'évolution des cours de ces devises, la Société a parfois recours à des opérations de couverture.

L'ensemble de ce dispositif permet de réagir au mieux face aux fluctuations des devises mais n'exclut pas totalement un risque de change résiduel.

- Achats et ventes à terme de devises

	31/12/11		31/12/10	
	actif	passif	actif	passif
Achat à terme en JPY			15	
Valeur nominale (M JPY)			50	
Vente à terme en USD		392		14
Valeur nominale (M USD)		10,00		0,75
Instruments dérivés de change	0	392	15	14

Les échéances des contrats de vente à terme sont fixées au 28 mars 2012 et au 27 juin 2012.

13.2 Risque de taux

Le niveau d'endettement étant très faible (taux d'endettement par rapport aux fonds propres : 1.0 % en 2010 et N/S en 2011), la société n'est pas exposée significativement au risque des taux d'intérêt.

La totalité de l'endettement est souscrit à taux fixe.

La société estime ne pas être confrontée de manière significative au risque de taux d'intérêts sur ses placements classés en équivalent de trésorerie.

13.3 Risque de liquidité

La Société estime ne pas être exposée à un risque de liquidité du fait notamment d'un endettement limité et de la trésorerie disponible au 31 décembre 2011 (15 144 K€).

La société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Les passifs financiers ne sont assortis d'aucune clause particulière susceptible d'en modifier significativement les termes.

Les financements sont réalisés auprès des banques partenaires d'Evlis.

Cf note 15 pour la ventilation des passifs financiers par échéances.

13.4 Risque actions

Au 31 décembre, Evlis détient une participation de 2% dans le capital de la société Cofidur, cotée sur NYSE EURONEXT Paris au compartiment C.

Compte tenu de la nature de ses placements (titres de créances sous la forme de SICAV monétaires, CDN et comptes à terme), la société n'est pas confrontée à d'autres risques actions.

13.5 Risque de crédit

Depuis le début d'activité des sociétés du Groupe, les défaillances de paiement des clients ont été très réduites.

Evlis réalise la quasi intégralité de son chiffre d'affaires avec des grossistes importateurs (vente indirecte). De ce fait, Evlis n'est pas exposé aux risques d'impayés des clients finaux des différents pays.

A l'export, lors de l'ouverture d'un nouveau compte client, les paiements se font généralement avant la livraison ; à partir d'un certain temps de partenariat, un délai de paiement total ou partiel peut être accordé aux clients après étude de solvabilité effectuée par le service « credit control » d'Evlis. Dans ce cas, un montant d'encours maximum est défini par Evlis.

- Situation des retards de paiement :

En K€	31/12/11	31/12/10
Inférieurs à 6 mois	2 472	2 084
Supérieurs à 6 mois	0	0
Total	2 472	2 084

Note 14 - Provisions

• Tableau des mouvements :

En €	31/12/10	var. de périmètre	dotations	reprises			31/12/11
				utilisées	non util.	total	
Avantages au personnel	231		44		2	2	273
Garantie à plus d'un an	40		44	40		40	44
Sous total non courants	271		88	40	2	42	317
Garantie à moins d'un an	142		153	125	17	142	153
Sous total courant	142		153	125	17	142	153
Total	413		241	165	19	184	470

En €	31/12/09	var. de périmètre	dotations	reprises			31/12/10
				utilisées	non util.	total	
Avantages au personnel	162		72		2	2	231
Garantie à plus d'un an	29		40	29		29	40
Sous total non courants	191		111	29	2	31	271
Garantie à moins d'un an	119		142	119		119	142
Sous total courant	119		142	119		119	142
Total	310		253	148	2	150	413

• Tableau des mouvements des dépréciations :

En K€	31/12/10	dotations	reprises	31/12/11
Dépréciation des créances	29		17	12
Total	290	37	17	310

En K€	31/12/09	dotations	reprises	31/12/10
Dépréciation des créances	26	16	13	29
Total	138	165	13	290

14.1 Avantages au personnel

Les provisions pour avantages au personnel concernent les engagements d'indemnités de départs en retraite du personnel de la société mère et de la société DETRAPLAST. Pour les filiales récemment créées, compte tenu de la faible ancienneté du personnel, les indemnités éventuellement à provisionner ont été considérées comme étant non significatives.

Le faible montant de la provision s'explique par l'effectif de 152 personnes, l'âge moyen et l'ancienneté peu élevée des employés de la Société.

Le montant de la provision a été évalué en appliquant la méthode préférentielle (norme IAS 19 révisée). La méthode de calcul utilisée est la méthode rétrospective des unités de crédits projetés avec droits accumulés.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- salariés concernés : personnel, en contrat à durée indéterminée, lié à la société par un contrat de travail.
- départ à l'initiative du salarié à 65 ans.
- taux de charges sociales : 46.5%
- taux d'actualisation retenu : 3.61%.
- taux de progression des salaires retenu : 4%.
- taux de rotation du personnel : 5%.

En €	2011	2010
Solde à l'ouverture	231	162
Variation de périmètre		
Coût des services rendus au cours de la période	40	72
Coût financier	8	6
Cotisations		
Ecart actuariels	-7	-8
Prestations servies		
Coûts des services passés		
Réductions		
Règlements		
Soldes à la clôture	273	231

14.2 Provisions pour garantie

Les garanties en cours à la fin de la période sont provisionnées à partir d'estimations statistiques du taux de retour des imprimantes vendues. Ces statistiques sont propres à l'entreprise et sont déterminées à partir des retours observés depuis l'origine de la Société.

Note 15 - Echancier de la dette financière

31/12/11	Taux	moins 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total
Emprunts à long terme	5.30%		28		28
Emprunts à court terme					
Partie à court terme des emprunts à long terme	5.30%	28			28
Total		28	28		56
31/12/10	Taux	moins 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total
Emprunts à long terme	3.15% à 7.44%		54		54
Emprunts à court terme					
Partie à court terme des emprunts à long terme	3.15% à 7.44%	268			268
Total		268	54		322

Note 16 - Dividendes distribués

	31/12/11	31/12/10
Dividendes nets mis en paiement au cours de la période	1 391	925
Total	1 391	925
Montant par action	31/12/11	31/12/10
Nombre moyen d'actions au cours de la période	5 149 300	5 132 805
Montant par action (en €)	0,27	0,18
Montant par action	31/12/11	31/12/10
Nombre d'actions (autocontrôle déduit)	5 148 148	5 132 711
Montant par action (en €)	0,27	0,18

Note 17 - Informations sectorielles

• Premier niveau d'information sectorielle :

2011 En K€	EMEA	Asie - Océanie	Amériques	Total sectoriel	non affecté	Total
Revenus provenant des ventes externes ⁽¹⁾	26 198	6 008	12 148	44 354	0	44 354
Revenus générés par les autres secteurs	0	0	0	0	0	0
Résultat opérationnel sectoriel	10 484	999	4 131	15 614	-8 861	6 753
Valeur comptable totale des actifs	12 463	4 225	6 428	23 116	20 127	43 244
Passifs sectoriels	0	286	59	345	7 330	7 675
Acquisitions d'actifs non courants	1 331	337	673	2 340	1 395	3 735
Charge d'amortissement incluse dans le résultat sectoriel	889	213	416	1 518	747	2 264
Autres charges sans contrepartie en trésorerie	116	28	54	198	-112	85

(1) Dont France : 3 894 K€

2010 En K€	EMEA	Asie - Océanie	Amériques	Total sectoriel	non affecté	Total
Revenus provenant des ventes externes ⁽¹⁾	23 746	6 460	12 328	42 534	0	42 534
Revenus générés par les autres secteurs	0	0	0	0	0	0
Résultat opérationnel sectoriel	9 687	1 459	4 473	15 619	-8 468	7 152
Valeur comptable totale des actifs	12 721	3 188	6 181	22 090	18 261	40 352
Passifs sectoriels	0	43	131	174	8 499	8 673
Acquisitions d'actifs non courants	1 026	337	572	1 936	794	2 730
Charge d'amortissement incluse dans le résultat sectoriel	628	193	334	1 155	737	1 891
Autres charges sans contrepartie en trésorerie	115	30	52	198	56	254

(1) Dont France : 4 162 K€

• Second niveau d'information sectorielle :

2011	Imprimantes	consom- mables	Divers	Total	non affecté	Total
Revenus provenant des ventes externes	23 907	17 448	2 999	44 354	0	44 354
Valeur comptable totale des actifs	6 393	4 335	0	10 728	32 516	43 244
Acquisitions d'actifs non courants	2 271	0	0	2 271	1 464	3 735

2010	Imprimantes	consom- mables	Divers	Total	non affecté	Total
Revenus provenant des ventes externes	23 480	16 038	3 017	42 534	0	42 534
Valeur comptable totale des actifs	7 478	3 442	0	10 920	29 432	40 352
Acquisitions d'actifs non courants	1 888	0	0	1 888	842	2 730

• Données sectorielles par implantation géographique des actifs :

2011	EMEA	Asie - Océanie	Amériques	Total sectoriel	non affecté	Total
Valeur comptable totale des actifs	33 756	3 599	5 889	43 244	0	43 244
Acquisitions d'actifs non courants	3 666	18	51	3 735	0	3 735

2010	EMEA	Asie - Océanie	Amériques	Total sectoriel	non affecté	Total
Valeur comptable totale des actifs	32 507	2 804	5 040	40 352	0	40 352
Acquisitions d'actifs non courants	2 686	21	24	2 730	0	2 730

EMEA : Europe, Middle-East, Africa (Europe, Moyen-Orient, Afrique).

Aucun client ne dépasse 10% du chiffre d'affaires.

Note 18 - Charges de personnel

18.1 Détail des frais de personnel

	31/12/11	31/12/10
Salaires et traitements	6 374	6 118
Charges sociales	2 612	2 550
Salaires et charges sociales activés au titre des frais de recherche et développement	-797	-643
Avantages en nature	-90	-95
Remboursement frais de personnel	-25	-22
Paiements en actions et assimilés	7	20
Intéressement	0	108
Participation légale	476	562
Sous total	8 557	8 597
Impôts et taxes sur rémunérations	261	157
Personnel extérieur	412	205
Avantage au personnel	41	70
Total	9 272	9 030

18.2 Répartition de l'effectif moyen

	31/12/11	31/12/10
Cadres et agents de maîtrise	55	54
Employés	110	104
Total	165	158

18.3 Rémunérations allouées aux dirigeants

	31/12/11	31/12/10
Avantages à court terme	658	660
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Autres avantages long terme	641	641
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Le paiement fondé sur les actions	0	0
Total	1 299	1 301

Note 19 - Frais de recherche et développement comptabilisés en charges

	31/12/11	31/12/10
Marchandises et matières consommées	18	0
Frais de personnel	335	436
Autres achats et charges externes	47	38
Total	400	473

Note 20 - Autres produits et charges

En K€	31/12/11	31/12/10
Résultat de change	232	242
Autres produits financiers	11	108
Total	243	350

Note 21 - Impôt**21.1 Ventilation de l'impôt comptabilisé**

	31/12/11	31/12/10
Impôt exigible	2 151	2 216
Impôt différé actif non courant		156
Impôt différé actif courant		
Impôt différé passif non courant	18	
Impôt différé passif courant		
Total	2 169	2 060

21.2 Preuve d'impôt

	31/12/11			31/12/10		
	Base	Taux	Impôt	Base	Taux	Impôt
Résultat net	4 953			5 517		
Impôt comptabilisé	2 169			2 060		
Résultat avant impôt	7 121	34,74%	2 474	7 577	34,19%	2 591
Total	7 121	34,74%	2 474	7 577	34,24%	2 591
Paiement en actions et assimilés	7	34,74%	2	20	34,24%	7
Crédits d'impôts			-361			-558
Plus / moins value sur participation	84	34,74%	29		34,24%	
Divers			25			21
Total retraitements			-305			-530
Impôt réel			2 169			2 060

Note 22 - Engagements**22.1 Engagements donnés**

En K€	31/12/11	31/12/10
Cautions	2 812	
Total	2 812	

22.2 Engagements reçus

Néant

22.3 Engagements réciproques

	31/12/11	31/12/10
Contrats de crédit bail en cours	58	89
Total	58	89

22.4 Autres engagements

Montant total des paiements minimaux futurs à effectuer au titre des principaux contrats de location simple :

	31/12/11	31/12/10
Location des locaux à Fort Lauderdale	178	270
dont à moins d'un an	105	98
dont à plus d'un an et moins de 5 ans	73	172
Location des locaux à Singapour	64	28
dont à moins d'un an	52	28
dont à plus d'un an et moins de 5 ans	12	3
Total	242	298

Note 23 - Événements post clôture

La filiale Sogedex Accessories a acquis et pris le contrôle du fonds de commerce de la Société Sogedex le 2 janvier 2012.

Note 24 - Parties liées

Rémunérations versées aux dirigeants : Cf note 18.

BILAN ACTIF

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2011	Net (N-1) 31/12/2010
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	882 756	361 903	520 853	591 355
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	10 525		10 525	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	893 281	361 903	531 377	591 355
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	353 477		353 477	353 477
Constructions	5 365 957	1 223 574	4 142 383	4 424 885
Installations techniques, matériel et outillage industriel	4 541 033	3 013 339	1 527 694	1 316 448
Autres immobilisations corporelles	1 335 585	972 492	363 093	471 482
Immobilisations en cours	247 088		247 088	
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	11 843 140	5 209 405	6 633 735	6 566 293
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	419 519		419 519	841 362
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	3 200		3 200	3 200
Prêts				
Autres immobilisations financières	162 202		162 202	185 731
TOTAL immobilisations financières	584 921		584 921	1 030 293
ACTIF IMMOBILISÉ	13 321 341	5 571 309	7 750 033	8 187 941
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement	3 365 643	298 653	3 066 990	3 381 619
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis	963 094		963 094	944 499
Stocks de marchandises	454 882		454 882	1 824 879
TOTAL stocks et en-cours	4 783 619	298 653	4 484 966	6 150 997
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes	392 714		392 714	1 005 580
Créances clients et comptes rattachés	7 840 602	9 500	7 831 102	5 275 792
Autres créances	5 148 569		5 148 569	5 669 462
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances	13 381 885	9 500	13 372 385	11 950 834
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	8 899 456		8 899 456	5 768 498
Disponibilités	4 917 440		4 917 440	5 560 175
Charges constatées d'avance	61 477		61 477	84 132
TOTAL disponibilités et divers	13 878 373		13 878 373	11 412 805
ACTIF CIRCULANT	32 043 877	308 153	31 735 724	29 514 636
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écart de conversion actif	46 688		46 688	78 471
TOTAL GÉNÉRAL	45 411 907	5 879 462	39 532 445	37 781 047

BILAN PASSIF

RUBRIQUES		Net (N) 31/12/2011	Net (N-1) 31/12/2010
SITUATION NETTE			
Capital social ou individuel	dont versé 412 250	412 250	411 191
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		6 613 074	6 507 925
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence			
Réserve légale		41 119	41 088
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées		273 680	273 840
Autres réserves		20 215 918	16 754 026
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		4 154 794	4 852 455
TOTAL situation nette		31 710 835	28 840 525
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
		54 763	58 263
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES			
		457 621	374 495
CAPITAUX PROPRES		32 223 219	29 273 283
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques		244 284	259 864
Provisions pour charges		269 743	228 940
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		514 027	488 804
DETTES FINANCIÈRES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		47	233 776
Emprunts et dettes financières divers		2 473	1 333
TOTAL dettes financières		2 520	235 110
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS			
		98 478	101 882
DETTES DIVERSES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		4 020 337	4 483 232
Dettes fiscales et sociales		1 807 289	2 681 051
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		337 450	493 780
Autres dettes			7 170
TOTAL dettes diverses		6 165 076	7 665 233
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
DETTES		6 266 074	8 002 225
Écarts de conversion passif		529 124	16 734
TOTAL GÉNÉRAL		39 532 445	37 781 047

COMPTE DE RÉSULTAT

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2011	Net (N-1) 31/12/2010
Ventes de marchandises	1 544 498	15 639 270	17 183 768	15 102 051
Production vendue de biens	2 125 759	21 781 373	23 907 132	25 545 347
Production vendue de services	167 299	340 643	507 942	530 964
Chiffres d'affaires nets	3 837 556	37 761 286	41 598 842	41 178 363
Production stockée			18 595	275 164
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			28 915	12 000
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			364 170	306 389
Autres produits			2 190	18 988
PRODUITS D'EXPLOITATION			42 012 712	41 790 904
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]			7 097 829	8 011 688
Variation de stock de marchandises			1 369 997	(600 763)
Achats de matières premières et autres approvisionnements			12 907 771	13 208 896
Variation de stock [matières premières et approvisionnements]			277 381	(137 522)
Autres achats et charges externes			3 944 912	4 201 630
TOTAL charges externes			25 597 890	24 683 929
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			843 622	732 382
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			5 173 077	5 274 426
Charges sociales			2 451 050	2 402 183
TOTAL charges de personnel			7 624 127	7 676 609
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			1 538 082	1 188 623
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			37 248	165 469
Dotations aux provisions pour risques et charges			238 399	250 533
TOTAL dotations d'exploitation			1 813 729	1 604 625
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			4 434	19 112
CHARGES D'EXPLOITATION			35 883 802	34 716 658
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			6 128 910	7 074 246

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2011	Net (N-1) 31/12/2010
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	6 128 910	7 074 246
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	7 412	36 169
Autres intérêts et produits assimilés	293 089	226 507
Reprises sur provisions et transferts de charges	114 116	88 929
Différences positives de change	1 206 830	1 132 202
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		2 895
	1 621 447	1 486 702
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions	46 688	114 116
Intérêts et charges assimilées	5 977	58 052
Différences négatives de change	1 127 177	813 060
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	1 179 843	985 228
RÉSULTAT FINANCIER	441 604	501 474
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	6 570 514	7 575 720
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	544 531	87 429
Reprises sur provisions et transferts de charges	23 074	31 958
	567 605	119 387
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	59	191
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	541 678	58 631
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	106 201	334 374
	647 939	393 196
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(80 333)	(273 809)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	475 802	561 590
Impôts sur les bénéfices	1 859 585	1 887 866
TOTAL DES PRODUITS	44 201 765	43 396 993
TOTAL DES CHARGES	40 046 971	38 544 538
BÉNÉFICE OU PERTE	4 154 794	4 852 455

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2011, d'une durée de 12 mois, couvrant la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011

Les comptes annuels sont exprimés en Euros.

FAITS CARACTÉRISTIQUES INTERVENUS DURANT L'ANNÉE

La société Evolis a procédé, en date du 5 décembre 2011, à la création de la SARL SOGEDEX ACCESSORIES dans le but d'acquérir le fonds de commerce SOGEDEX.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

La société Evolis a procédé, en date du 2 janvier 2012, à l'acquisition et prise de contrôle du fonds de commerce SOGEDEX.

PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles comptables (PCG 99-03), dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices, et en présumant la continuité de l'exploitation.

L'évaluation des éléments inscrits est pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport

à l'exercice précédent.

MÉTHODES D'ÉVALUATION

Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont amortis sur une durée de 3 ans, à l'exception du système d'information M3 amorti sur une durée de 5 ans,

Les dépôts de marque ne font pas l'objet d'amortissement.

Au titre de l'exercice 2011, les frais de recherche et développement ont été comptabilisés en charges.

Immobilisations corporelles

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements de dépréciation économiquement justifiés sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations selon le mode linéaire ou dégressif lorsque la législation le permet.

Le nouvel immeuble a fait l'objet de la décomposition suivante :

• Gros œuvre et structure	Linéaire sur 40 ans
• Menuiseries extérieures	Linéaire sur 25 ans
• Plomberie – chauffage – étanchéité	Linéaire sur 20 ans
• Aménagements intérieurs	Linéaire sur 15 ans
• Aménagements extérieurs – abord	Linéaire sur 10 ans
• Revêtements de sols	Linéaire sur 7 ans

Le mode et la durée d'amortissement des autres immobilisations corporelles sont les suivantes :

• Matériel industriel	Linéaire de 3 à 5 ans
• Outillage	Linéaire sur 3 ans
• Agencements et aménagements	Linéaire sur 5 ans
• Installations générales et agencements	Linéaire de 5 à 10 ans
• Matériel de transport	Linéaire de 1 à 5 ans
• Matériel de bureau et informatique ou dégressif sur 3 ans	Linéaire de 3 à 5 ans
• Mobilier	Linéaire sur 5 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle à la clôture de l'exercice est inférieure à la valeur d'acquisition. La valeur actuelle à la clôture est déterminée pour les valeurs cotées en bourse par la moyenne du cours de bourse de décembre. Pour les autres valeurs, celles-ci sont évaluées à leur valeur d'utilité.

Stocks

Les stocks de marchandises et de matières sont évalués au prix de revient d'achat (selon la méthode du coût moyen pondéré).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les stocks de produits finis sont valorisés au coût de production, excluant les frais généraux non imputables à la production, les frais financiers et les frais liés à la commercialisation.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur probable de réalisation des stocks est inférieure à leur prix de revient.

Créances

Les créances ont été inscrites pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée pour les créances douteuses afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle à la clôture de l'exercice est inférieure à la valeur d'acquisition.

Méthode de conversion

Les opérations d'achats et de ventes réalisées avec l'étranger sont converties en euros selon le cours moyen du mois.

Les créances et dettes sont exprimées selon le cours de clôture au 31 décembre 2011.

Provisions pour risques et charges

Les provisions sont comptabilisées lorsque le groupe a une obligation résultant d'un évènement passé, qu'une sortie probable de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Participation

La société a inscrit en charges à payer à la clôture de l'exercice 2011, la participation des salariés aux résultats de l'entreprise pour un montant de 475 802 €.

Engagements en matière de retraite

La société a constitué une provision d'un montant de 269 743 € au titre des indemnités de départ en retraite à verser aux salariés en fin de carrière.

Conformément à la recommandation 2003 – R. 01 du CNC, le montant de la provision a été évalué en appliquant la méthode préférentielle (norme IAS 19 révisée). La méthode de calcul utilisée est la méthode rétrospective des unités de crédits projetés avec droits accumulés.

La formule de calcul est la suivante :

$$S \times (1+t)^n \times P \times Tv \times Tr \times (1+i)^{-n}$$

S = salaire de référence du personnel en contrat à durée indéterminée

t = taux de revalorisation des salaires : 4 %

P = coefficient des droits acquis à la clôture de l'exercice

Tv = taux d'espérance de vie

Tr = taux de rotation : 5 %

i = taux d'actualisation : rendement des OAT zéro coupon 10 ans soit 3.69 %

Départ à l'initiative du salarié à 67 ans.

Le montant de la provision s'explique par l'effectif, 138 personnes, l'âge moyen et l'ancienneté peu élevée (5 ans) des salariés de la société.

INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

IMMOBILISATIONS				
VALEUR BRUTE	31/12/2010	ACQUISITIONS	CESSIONS	31/12/2011
Frais d'établissement				
Frais recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles	894 648	78 024	89 915	882 757
Immobilisations en cours		10 525		10 525
INCORPORELLES	894 648	88 549	89 915	893 282
Terrains	353 477			353 477
Constructions	5 255 095			5 255 095
Constructions sur sol d'autrui				
Agencements des constructions	100 362	10 500		110 862
Install. techn., matériel et outillage	3 460 617	1 080 416		4 541 033
Agencements divers	12 598	26 170		38 767
Matériels de transport	336 808			336 808
Matériel de bureau et informatique	1 011 164	92 825	149 292	954 697
Autres	5 314			5 314
Immobilisations en cours		247 088		247 088
Avances et acomptes				
CORPORELLES	10 535 434	1 456 999	149 292	11 843 140
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	877 037	50 000	507 518	419 519
Autres titres immobilisés	3 200			3 200
Prêts & Autres immob. financières	185 731	1 833 308	1 856 837	162 202
FINANCIÈRES	1 065 968	1 883 308	2 364 355	584 921
TOTAL GÉNÉRAL	12 496 050	3 428 856	2 603 563	13 321 343

AMORTISSEMENTS					
	31/12/2010	DOTATIONS	CESSIONS	31/12/2011	
Frais d'établissement					
Frais recherche et développ.					
Autres immob. incorporelles	303 293	148 526	89 916	361 903	
INCORPORELS	303 293	148 526	89 916	361 903	
Constructions	894 735	272 435		1 167 170	
Constructions sur sol d'autrui					
Agencements des constructions	35 836	20 567		56 403	
Install. techn., matériel et out.	2 144 169	869 170		3 013 339	
Agencements divers	11 818	1 012		12 830	
Matériels de transport	164 368	49 472		213 840	
Matériel de bureau et informat.	718 214	176 901	149 292	745 822	
Autres					
CORPORELS	3 969 141	1 389 557	149 292	5 209 405	
TOTAL GÉNÉRAL	4 272 434	1 538 082	239 208	5 571 309	
		LINÉAIRE	DÉGRESSIF	EXCEPTIONNEL	TOTAL
DOTATIONS	1 418 753	115 006			1 533 760

Actions propres

Dans le cadre d'un contrat de liquidité mis en place en Juillet 2009, la société EVOLIS détenait, au 31/12/2011, 4 972 actions EVOLIS ayant pour valeur d'acquisition 61 530,97 Euros

État des créances à la clôture de l'exercice

Les échéances des créances à la clôture de l'exercice se répartissent comme suit :

	Montant Brut	Montant à un an au plus	Montant à plus d'un an
Autres Immobilisations financières	162 202		162 202
Créances Clients et comptes rattachés	7 840 602	7 821 602	19 000
Autres créances	5 148 569	5 148 569	
Charges constatées d'avance	61 477	61 477	
	13 212 850	13 031 648	181 202

Valeurs mobilières de placement

- Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition : 8 899 456
- Les plus-values latentes non comptabilisées sont de : 0

Valeur liquidative à la clôture 8 899 456

Charges constatées d'avance

Le poste "Charges constatées d'avance" correspond à des charges d'exploitation enregistrées au cours de l'exercice, mais qui courent pour partie sur l'exercice suivant. **61 477**

Éléments d'actif concernant les entreprises liées

- Titres de participations 283 130
- Clients et comptes rattachés 2 874 779
- Autres créances 3 887 478
- Écarts de conversion

TOTAL 7 045 387

Capital social

Le capital social se décompose de la façon suivante :

- Nombre de titres à l'ouverture de l'exercice 5 139 893
- Conseil administration 14-02-2011 Emission de 10 227
- Conseil administration 18-07-2011 Emission de 1 000
- Conseil administration 25-07-2011 Emission de 2 000
- Nombre de titres à La clôture de l'exercice 5 153 120

Valeur nominale 0,08

Variation des capitaux propres

Montant avant résultat à l'ouverture de l'exercice 24 420 828

Affectation des résultats de l'exercice précédent suivant décision de l'assemblée générale ordinaire :

- réserve légale 31
- autres réserves 3 461 892
- dividendes 1 390 532

État des échéances des dettes

Les échéances des dettes à la clôture de l'exercice se répartissent comme suit :

	moins 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	TOTAL
Emprunts et dettes financières	2 520			2 520
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 020 337			4 020 337
Dettes fiscales et sociales	1 807 289			1 807 289
Dettes sur immobilisations et cptes rattachés	337 450			337 450
Autres dettes				
TOTAL GÉNÉRAL	6 167 596			6 167 596

Procès-verbal du Conseil d'administration du 14 Février 2011
 • Souscription de 10 227 actions nouvelles suite à BSPCE 94 498

Procès-verbal du Conseil d'administration du 18 Juillet 2011
 • Souscription de 1 000 actions nouvelles suite à BSPCE 11 550

Procès-verbal du Conseil d'administration du 25 Juillet 2011
 • Virement dans le poste "Capital" dans le cadre du plan d'attribution d'actions gratuites - Emission de 2 000 actions 160
 • Prélèvement autres Réserves -160

Amortissement des subventions d'investissement -3 500

Variations nettes de l'exercice des provisions réglementées 83 126

Montant à la clôture avant résultat 28 068 425

Résultat de l'exercice 4 154 794

Montant à la clôture de l'exercice 32 223 219

Plan de Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BCE)

Évolution du nombre de BCE

	Nombre de BCE	Prix d'exercice moyen en €
• BCE en circulation au 31/12/2010	23 227	10,53
• BCE attribués au cours de la période	0	n/a
• BCE exercés au cours de la période	11 227	9,45
• BCE en circulation au 31/12/2011	12 000	11,55
• dont exerçables	12 000	11,55

Évolution du nombre d'actions gratuites

	Nombre d'actions
• Actions en circulation au 31/12/2010	2 500
• Actions attribuées au cours de la période	
• Actions acquises au cours de la période	2 000
• Actions en circulation au 31/12/2011	500

État des provisions

Les mouvements concernant l'exercice sont détaillés ci-après :

	31/12/10	DOTATIONS	REPRISES	31/12/11
Provisions réglementées				
• Amortissements dérogatoires	374 495	106 201	23 074	457 621
• Hausse des prix				
• Provisions investissement				
• Autres provisions réglementées				
TOTAL	374 495	106 201	23 074	457 621

	31/12/2010	DOTATIONS	REPRISES		31/12/2011
			montants utilisés	montants non utilisés	
Provision pour risques & charges					
• Litiges					
• Garanties	181 423	197 596	164 546	16 877	197 596
• Pertes de change	78 441	46 688	78 441		46 688
• Impôts					
• Provision indemnités départ à la retraite	228 940	40 803			269 743
TOTAL	488 804	285 087	242 987	16 877	514 027

	31/12/10	DOTATIONS	REPRISES	31/12/11
Provisions pour dépréciation				
• sur immob. financières		35 675	35 675	
• sur stocks	261 405	37 248		298 653
• sur créances clients	17 115		7 615	9 500
• autres provisions pour dépréciation	0		0	0
TOTAL	314 195	37 248	43 290	308 153

Charges à payer

• Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
• Fournisseurs et comptes rattachés	95 462
• Dettes fiscales et sociales	1 345 189
• Disponibilités, charges à payer	47
TOTAL	1 440 698

Éléments de passif concernant les entreprises liées

• Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
• Dettes fournisseurs et comptes rattachés	192 543
• Écarts de conversion	408 741
TOTAL	601 284

Écarts de conversion

Ils résultent des valorisations des dettes et créances en monnaies étrangères au cours de la date de clôture des comptes, ils s'analysent comme suit :

	ACTIF	PROVISION	PASSIF
	Perte latente	Perte de change	Gain latent
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 281	28 281	603
Créances clients et comptes rattachés	18 407	18 407	528 522
TOTAL	46 688	46 688	529 124

Chiffres d'affaires hors taxes par nature**2011**

Zones	Imprimantes	Consommables	Divers	TOTAL
Amérique	5 427 433	4 527 431	665 057	10 619 921
Asie	2 577 584	1 855 228	445 982	4 878 794
EMEA ⁽¹⁾	14 010 341	10 101 772	1 988 014	26 100 127
TOTAL	22 015 358	16 484 431	3 099 053	41 598 842

2010

Zones	Imprimantes	Consommables	Divers	TOTAL
Amérique	6 152 936	3 598 552	680 798	10 432 286
Asie	4 423 020	2 140 503	511 524	7 075 047
EMEA ⁽¹⁾	12 764 010	8 875 013	2 032 006	23 671 029
TOTAL	23 339 966	14 614 068	3 224 329	41 178 363

(1) EMEA = Europe Middle East Africa (Europe Moyen Orient Afrique)

Frais de recherches et développement

	31/12/11	31/12/10
Montant global des dépenses de recherches et développement comptabilisées en charge	1613 KEUR	1318 KEUR

Crédit impôt recherche

Les dépenses de recherche engagées au cours de l'exercice ont permis de bénéficier d'un crédit d'impôt recherche de

350 000

Ce crédit d'impôt représente une créance sur l'Etat (Impôt négatif) qui majore le résultat de l'entreprise

Transfert de charges

	31/12/11	31/12/10
Assurances	22 018	11 161
Avantages en Nature	90 354	95 289
Formation	62 759	42 898
Autres		
	175 131	149 347

Ventilation de l'effectif moyen

	31/12/11	31/12/10
Cadres	45	45
Employés -Techniciens	93	92
Ouvriers		
TOTAL GÉNÉRAL	138	137

Éléments financiers concernant les entreprises liées

Charges financières	301 740
Produits financiers	
• Produits d'intérêts sur compte courant	75 747
• Gains de change	565 852
	641 599
Chiffre d'affaires 2011 réalisé	15 523 262

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	RESULTAT AVANT IS	IMPÔT	RESULTAT NET
Résultat courant	6 570 514	2 078 160	4 492 354
Résultat exceptionnel	-80 333	-27 353	-52 980
Participation des salariés	-475 802	-191 221	-284 581
TOTAL GÉNÉRAL	6 014 379	1 859 585	4 154 794

Situation fiscale latente

Elle s'analyse comme suit :

	31/12/11	31/12/10
Provisions réglementées	457 621	374 495
Subvention d'investissement	54 763	58 263
Charges à répartir		
Écart de conversion - actif	46 688	78 471
Autres		
Accroissement de la dette future d'impôt	559 072	511 229
Provisions et charges non déductibles	542 341	627 679
Plus-values latentes sur OPCVM		
Autres		35 798
Allègement de la dette future d'impôt	542 341	663 477
ASSIETTE DE L'IMPÔT	16 731	-152 248
Impôt correspondant	5 730	-52 143
Amortissements réputés différés		
Déficits reportables		
Moins-values à long terme		

Résultat hors évaluation fiscale dérogatoire

	31/12/11	31/12/10
Résultat de l'exercice	4 154 794	4 852 545
+ Dotation de l'exercice aux provisions réglementées déductibles	106 201	334 374
- Reprise de l'exercice sur provisions réglementées imposables	23 074	21 511
- Charge d'impôt du fait de ces provisions	28 305	2 682
Résultat net hors évaluations fiscales dérogatoires	4 209 616	5 162 726

Résultat financier

Il s'analyse comme suit :

	31/12/11	31/12/10
Résultat de change	111 406	265 607
Coût de l'endettement	-2 807	-58 052
Produits financiers sur placements et trésorerie	126 873	113 518
Produits financiers sur comptes courants	75 747	44 203
Résultat d'escompte	94 710	107 850
Résultat dot prov et reprise immo financières	35 675	28 347
TOTAL	441 604	501 474

Résultat exceptionnel

Il s'analyse comme suit :

	31/12/11	31/12/10
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
OPÉRATION EN CAPITAL		
Produits cession Immo	530 400	49 614
Quote subventions virée en résultat	3 500	3 500
Bonis - Rachats Actions	10 631	34 315
REPRISE SUR PROV ET TRANSFERT CHARGE		
Reprise Amortissements dérogatoires	23 074	31 958
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
OPÉRATION DE GESTION		
Pénalités Amendes fiscales et sociales	59	191
Autres charges exceptionnelles		
OPÉRATION EN CAPITAL		
Valeurs nettes comptables Immo cédées	507 518	53 789
Malis Rachats Actions	34 160	4 842
DOT EXCEPTIONNELLES AMORT & PROVISIONS		
Dotations amortissements dérogatoires	106 201	334 374
TOTAL	-80 333	-273 809

AUTRES INFORMATIONS

Rémunérations allouées aux mandataires sociaux

	31/12/11	31/12/10
Rémunérations	623 757	700 497
TOTAL	623 757	700 497

Droit individuel à la formation

Volume d'heures de formation cumulé (correspondant aux droits acquis au titre du droit individuel de formation par les salariés) **11 286 HEURES**

Volumes d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande **11 286 HEURES**

Dettes garanties par des sûretés réelles et engagements financiers

Contrat de change à terme. Des achats réalisés en USD ont conduit la société EVOLIS à mettre en place un contrat d'achat à terme de devise USD avec une échéance 28/03/2012 et 27 juin 2012. Au 31/12/2011, le solde du contrats' élevait à 5 000 000 USD, faisant ressortir une moins value latente de 391 527,96 Euros

Engagement de caution solidaire

La société EVOLIS s'est portée caution solidaire au profit de la société SOGEDEX - SIREN 327 336 764 pour le compte de la société SOGEDEX ACCESSORIES -SIREN 538 297 938. Acquisition partielle du fonds de commerce de SOGEDEX SA pour 2 000 000 euros. Acquisition du stock pour 650 000 euros. Contrat de prestation de service d'une somme trimestrielle forfaitaire de 54 000 euros. Engagement de non concurrence, indemnité trimestrielle de 27 000 euros.

Liste des filiales et participations

	capital (A)	capitaux propres autres que le capital (A)	quote part du capital detenu (en %) (A)	chiffre d'affaires ht du dernier exercice écoulé (A)	resultat du dernier exercice clos (A)
1 - Filiales (détenues à + 50%)					
EVOLIS INC. (Miami, Etats-Unis)	8 130	2 337 192	100%	12 183 145	431 316
EVOLIS Asia (Singapour)	75 000	110 755	100%	5 964 568	-44 372
Sarl DETRAPLAST	424 293 405	82 500	70%	1 211 887	58 196
Sarl SOGEDEX	538 297 938	50 000	100%		

	FILIALES		PARTICIPATION	
	Françaises	Étrangères (A)	Françaises	Étrangères (A)
Valeur comptable des titres détenus				
• valeur brute :	200 000	83 130	néant	néant
• valeur nette :	200 000	83 130	néant	néant
Montant des prêts et avances accordés	150 200	3 737 278	néant	néant
Montant des cautions et avals donnés	néant	néant	néant	néant
Montant des dividendes encaissés	néant	néant	néant	néant

(A) les montants sont exprimés en Euros

TABLEAU RELATIF À LA PUBLICITÉ DES HONORAIRES

DES CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES ET DES MEMBRES DE LEURS RÉSEAUX

Exercice 2011

	Commissaire RSM SECOVEC				Commissaire BOISSEAU & ASSOCIES			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés (b)	23 299	20 742	50%	41%	23 728	30 333	50%	59%
• Émetteur 1								
• Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes (c)								
• Émetteur								
• Filiales intégrées globalement								
Sous-total	23 299	20 742	50%	41%	23 728	30 333	50%	59%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement (d)								
• Juridique, fiscal, social								
• Autres (à préciser si > 10 % des honoraires d'audit)								
Sous-total	0	0	0%	0%	0	0	0%	0%
TOTAL	23 299	20 742	50%	41%	23 728	30 333	50%	59%

- (a) Concernant la période à considérer, il s'agit des prestations effectuées au titre d'un exercice comptable prises en charge au compte de résultat.
- (b) Y compris les prestations des experts indépendants ou membres du réseau du commissaire aux comptes, auxquels celui-ci a recours dans le cadre de la certification des comptes.
- (c) Cette rubrique reprend les diligences et prestations directement liées rendues à l'émetteur ou à ses filiales :
 - par le commissaire aux comptes dans le respect des dispositions de l'article 10 du code de déontologie,
 - par un membre du réseau dans le respect des dispositions des articles 23 et 24 du code de déontologie.
- (d) Il s'agit des prestations hors Audit rendues, dans le respect des dispositions de l'article 24 du code de déontologie, par un membre du réseau aux filiales de l'émetteur dont les comptes sont certifiés.
- (e) Ajouter une colonne s'il y a plus de deux commissaires aux comptes.

RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Date d'arrêté Durée de l'exercice (mois)	31/12/2011 12	31/12/10 12	31/12/09 12	31/12/08 12	31/12/07 12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	412 250	411 191	410 885	408 805	407 045
Nombre d'actions					
• ordinaires	5 153 120	5 139 893	5 136 068	5 110 068	5 088 068
• à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
• par conversion d'obligations					
• par droit de souscription					
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	41 598 842	41 178 363	30 610 815	34 969 483	35 519 976
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	8 130 571	9 077 098	5 090 926	8 694 525	8 334 671
Impôts sur les bénéfices	1 859 585	1 887 866	1 049 424	2 565 649	2 499 904
Participation des salariés	475 802	561 590	240 584	503 779	510 658
Dot. Amortissements et provisions	1 640 390	1 775 187	884 858	937 788	664 398
Résultat net	4 154 794	4 852 455	2 916 060	4 687 309	4 659 711
Résultat distribué	1 391 342	1 390 532	925 181	1 177 846	1 170 256
RÉSULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	1,12	1,29	0,74	1,10	1,05
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	0,81	0,94	0,57	0,92	0,92
Dividende attribué	0,27	0,27	0,18	0,23	0,23
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	138	137	123	125	111
Masse salariale	5 173 077	5 274 426	4 399 684	4 561 337	3 714 398
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	2 451 050	2 402 183	2 022 827	1 970 471	1 695 658

Contact Informations financières :
relationsinvestisseurs@evolis.com





Evolis Card Printer

Zone Industrielle Angers-Beaucouzé
14, avenue de la Fontaine
49070 BEAUCOUZÉ
+33 (0) 241 367 606 T
+33 (0) 241 367 612 F
info@evolis.com
www.evolis.com